Affaires mondiales Canada | Global Affairs Canada

Canada

VOLUME 1

RAPPORT AU PARLEMENT SUR L'AIDE INTERNATIONALE DU GOUVERNEMENT DU CANADA

2024-2025

ISSN 1926-3961

This document is also available in English under the title: *Report to Parliament on the Government of Canada's International Assistance 2024-2025*

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission écrite d'Affaires mondiales Canada.

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec :

Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Canada

Téléphone :
1-800-267-8376 (sans frais au Canada)
613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un téléscripteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le numéro 613-944-9136 (au Canada seulement).

Site Web : www.international.gc.ca
Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2026.

Nº de cat. FR2-28F-PDF

Message des ministres

Nous avons le plaisir de présenter le *Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada* pour l'exercice 2024-2025.

Ce rapport met en lumière les importantes contributions du Canada en matière d'aide internationale durant une année marquée par des crises et des difficultés complexes à l'échelle mondiale, qu'il s'agisse de situations d'urgence humanitaires qui apparaissent ou se prolongent, des répercussions des changements climatiques ou de la volatilité géopolitique et économique persistante. Collectivement, ces pressions ont mis à l'épreuve la résilience des pays en développement et l'action de la communauté internationale.

Pour faire face à cette nouvelle réalité, le gouvernement du Canada a accordé une aide internationale d'une valeur de 12,5 milliards de dollars, dont un important soutien macroéconomique à l'Ukraine, tout en collaborant avec ses partenaires pour renforcer la croissance économique inclusive, favoriser la durabilité et répondre aux besoins les plus urgents des personnes marginalisées, vulnérables et défavorisées.

De ce montant, plus de 961 millions de dollars en aide humanitaire ont permis d'apporter une aide vitale aux personnes touchées par des conflits dans des endroits comme la Palestine, l'Ukraine et le Soudan, ainsi que par des catastrophes naturelles, de la Jamaïque aux Philippines.

En même temps, les contributions du Canada à l'aide internationale ont également ouvert l'accès à des services d'éducation et de formation professionnelle pour les femmes, les jeunes filles et des populations vulnérables dans une foule de régions et de pays, notamment au Mozambique, en Jordanie et au Mali.

Nous savons pertinemment que les déplacements de populations, les inégalités, les pandémies et les changements climatiques sont des phénomènes dont les impacts ne connaissent pas de frontières. Par conséquent, le Canada agit en accord avec ses valeurs pour aider les personnes dans le besoin, se montrer solidaire des populations touchées par des crises et concrétiser son aspiration à un monde plus pacifique, stable et prospère. Nos efforts demeurent ancrés dans notre volonté de longue date de faire reculer la pauvreté, ainsi que notre attachement à l'égalité des genres, aux valeurs démocratiques, aux droits de la personne et au développement durable. Nous continuons d'œuvrer pour que personne ne soit laissé de côté.

À l'instar de nombreux pays, le Canada adapte aussi son aide internationale au contexte mondial actuel. Par exemple, il stimule la croissance économique et établit des partenariats qui favorisent à la fois la prospérité et l'inclusion dans les pays en développement, tout en produisant des avantages mutuels, comme un resserrement des liens commerciaux qui renforcent la sécurité et la résilience économique au Canada. Il s'agit également de tirer le plus de retombées possibles de chaque dollar des fonds publics qui est dépensé.

En définitive, ce rapport témoigne de toute la puissance des partenariats lorsque les gouvernements, les organisations locales, le secteur privé, les institutions multilatérales et la société civile canadienne unissent leurs efforts. Ensemble, ils ont obtenu des résultats qui ont sauvé des vies, aidé des communautés à se rétablir de crises et jeté les bases d’un développement durable.

L’honorable Anita Anand
Ministre des Affaires étrangères

L’honorable Randeep Sarai
Secrétaire d’État (Développement international)

Dans un monde marqué par l’intensification des tensions géopolitiques et la pression croissante exercée sur les systèmes mondiaux, l’aide au développement international est essentielle pour améliorer la stabilité mondiale, renforcer la résilience et promouvoir nos valeurs, tout en faisant progresser les intérêts du Canada sur les plans de l’économie et de la sécurité. Pour notre pays, il s’agit à la fois d’une responsabilité et d’un impératif stratégique.

En favorisant des communautés plus stables et prospères à l’échelle mondiale, le Canada renforce la sécurité nationale tout en établissant les bases de la prospérité économique à long terme.

Au cours de la dernière année, le Canada a pris des mesures stratégiques pour faire progresser les priorités de développement international dans différentes régions, en misant sur l’expertise, l’innovation et le leadership canadiens pour produire des résultats durables.

Le Canada a collaboré avec le Groupe de la Banque mondiale pour appuyer l’avancement de réformes stratégiques et d’innovations financières qui rehaussent la portée et l’incidence du soutien pour des pays en développement. Nous avons été fiers d’annoncer une contribution reconnue de 1,6 milliard de dollars canadiens à la 21e reconstitution des ressources de l’Association internationale de développement, qui fournit du financement essentiel pour soutenir les pays les plus vulnérables dans le monde.

À la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le Canada a soutenu une expansion ciblée en Afrique subsaharienne et en Iraq, et les six pays de l’expansion en Afrique (Bénin, Côte d’Ivoire, Ghana, Kenya, Nigéria et Sénégal) ont fait une demande pour devenir membres de la Banque.

L’aide internationale du Canada a joué un rôle vital pour le gouvernement de l’Ukraine, en lui permettant de maintenir ses opérations et la prestation de services essentiels aux citoyens. En 2024-2025, nous avons versé une aide financière de 2,9 milliards de dollars canadiens par l’intermédiaire du compte pour l’Ukraine administré par le Fonds monétaire international (FMI), dont le Canada s’est fait le champion et qui permet aux pays membres du FMI de fournir du financement bilatéral souple directement au gouvernement de l’Ukraine. Nous nous sommes aussi engagés à verser 10 millions de dollars canadiens au Fonds de développement des capacités de l’Ukraine pour soutenir le programme de réforme économique de l’Ukraine et son adhésion à l’Union européenne dans le contexte de l’invasion à grande échelle par la Russie, qui n’est ni provoquée ni justifiée. À la BERD, le Canada a soutenu les efforts déployés de concert avec l’Ukraine en appui à la sécurité énergétique, aux services municipaux, aux moyens de subsistance des personnes déplacées, au financement des transactions commerciales et à l’apport de liquidités pour les petites et moyennes entreprises.

Le Canada continuera de faire progresser le développement international avec une vision stratégique, c’est-à-dire en renforçant les partenariats, en fournissant des solutions pratiques et en mettant à profit son expertise afin que sa participation se traduise par des résultats qui rendent le Canada plus fort et qui améliorent la stabilité mondiale.

Je suis ravi de me joindre à l’honorable Anita Anand, ministre des Affaires étrangères, et à l’honorable Randeep Sarai, secrétaire d’État (Développement international), pour présenter le *Rapport au Parlement sur l’aide internationale du gouvernement du Canada 2024-2025*.

L’honorable François-Philippe Champagne
Ministre des Finances et du Revenu national

Table des matières

Résumé et faits saillants 8

Décaissements au titre de l'aide internationale et de l'aide au développement officielle par organisation 11

Résultats de l'aide internationale du Canada 14

Action humanitaire 14

Paix et sécurité 19

Croissance économique inclusive 25

Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles 32

Éducation 38

Santé mondiale et nutrition 44

Climat et environnement 49

Gouvernance inclusive 57

Résumé et faits saillants

L’aide internationale du Canada est vitale pour des millions de personnes dans le monde. Elle joue un rôle essentiel en s’attaquant aux causes profondes de problèmes mondiaux comme la pauvreté, les inégalités, les conflits, les maladies infectieuses, les changements climatiques et l’insécurité alimentaire. Par son soutien, le Canada sauve des vies, favorise la stabilité mondiale, défend les valeurs canadiennes et contribue à rendre le monde plus sûr et prospère pour tous.

Le *Rapport au Parlement sur l’aide internationale du gouvernement du Canada* pour l’exercice 2024-2025 souligne les retombées tangibles de ces efforts durant une période d’incertitude et d’instabilité dans le monde. Il présente les initiatives réalisées par Affaires mondiales Canada et 19 autres ministères fédéraux en 2024-2025, ainsi que leurs incidences à l’étranger et au Canada.

Défendre les intérêts du Canada dans un monde qui évolue rapidement

En 2024-2025, le monde a connu des difficultés sur de nombreux fronts. L’intensification des tensions géopolitiques a exposé les défaillances de l’ordre international fondé sur des règles, alors que des pressions accrues se sont exercées sur un nombre croissant d’États vulnérables. La concurrence a continué de remodeler les échanges commerciaux, les investissements et les chaînes d’approvisionnement mondiales. Ces changements ont nui au travail accompli par le Canada à l’étranger et pesé sur les systèmes multilatéraux. L’évolution du climat a ajouté une pression supplémentaire : inondations, sécheresses et conditions météorologiques extrêmes ont perturbé les moyens de subsistance, les systèmes alimentaires et les chaînes d’approvisionnement. En 2024-2025, l’exercice visé par le présent rapport, le Canada a continué d’adapter son aide internationale dans cette conjoncture mondiale complexe et en constante évolution.

Au cours des 50 dernières années, le Canada s’est forgé une réputation de partenaire de confiance dans le domaine du développement international. Encore aujourd’hui, l’aide internationale du Canada incarne les valeurs canadiennes, contribue à renforcer la stabilité mondiale et protège les intérêts des Canadiennes et des Canadiens. Bien que le gouvernement du Canada modifie actuellement ses façons de fournir son aide, et qu’il privilégiera davantage les investissements qui concordent avec les impératifs liés à la stabilité mondiale, à la sécurité économique et à la prospérité collective, les valeurs fondamentales de notre pays demeurent inchangées. Lorsqu’il intervient à l’échelle internationale, le Canada continue de défendre les droits de la personne, l’égalité des genres et les valeurs démocratiques, tout en s’employant à remédier à la pauvreté, aux changements climatiques, aux maladies, à l’insécurité alimentaire et aux crises humanitaires.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a déjà entrepris d’importants investissements en aide internationale pour générer de la croissance économique et en tirer parti. Dans des pays comme le Ghana, le Kenya, l’Ukraine et le Vietnam, ces investissements ont entre autres visé à améliorer l’accès au financement des entrepreneures, à accroître la productivité agricole et la sécurité alimentaire des exploitants agricoles, à renforcer les infrastructures locales, à promouvoir l’inclusion numérique et à réduire les obstacles à une participation égale au marché du travail.

Dans un contexte de sécurité complexe et instable à l’échelle mondiale, le Canada a continué de soutenir des initiatives de paix et de sécurité en réaction à des conflits et à des crises, notamment en Ukraine, en Afrique du Nord, en République démocratique du Congo et en Amérique centrale. Ces efforts, qui se sont souvent appuyés sur l’expertise canadienne, ont permis d’empêcher des menaces à la sécurité mondiale de se concrétiser et ont appuyé des réformes dans le secteur de la sécurité nationale, ce qui a aidé des acteurs étatiques à lutter contre la cybercriminalité et le terrorisme transnationaux.

Dans un monde où les conflits et les crises ont gagné en ampleur et en complexité, le gouvernement du Canada a continué de jouer un rôle de premier plan dans le système humanitaire international. En 2024-2025, il a investi environ 173 millions de dollars pour répondre aux crises en Palestine, en Ukraine, au Soudan et en Haïti. Ces investissements essentiels ont permis de fournir de la nourriture, des soins de santé, des services éducatifs et de l’aide d’urgence.

Grâce à des initiatives internationales portant sur le climat, la biodiversité et le financement novateur, le gouvernement du Canada a aidé des pays en développement à atténuer les effets des changements climatiques et à s’y adapter ainsi qu’à réduire la perte de biodiversité. Le Canada a favorisé un développement à faibles émissions de carbone et résilient aux changements climatiques et l’agriculture adaptée au climat, en renforçant ainsi des systèmes alimentaires et des chaînes d’approvisionnement d’envergure mondiale qui sont essentiels pour les marchés internationaux et nationaux.

Investir dans l’égalité des genres, la santé mondiale et l’éducation

Les inégalités fondées sur la diversité sexuelle et de genre persistent dans le monde entier. Les conflits et les crises qui se déroulent dans le monde perpétuent ces inégalités et augmentent les taux de violence sexuelle et fondée sur le genre. En 2024-2025, le gouvernement du Canada est demeuré résolu à faire avancer l’égalité des genres et à promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs dans le monde entier. Les investissements dans l’égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes stimulent la croissance économique. Ce type d’investissement est également essentiel pour réduire la pauvreté, améliorer la cohésion sociale et favoriser la stabilité et la sécurité.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a continué d’investir dans l’éducation des filles, des réfugiés et d’autres personnes déplacées par l’intermédiaire de partenaires multilatéraux, internationaux et canadiens. Ces investissements ont permis d’augmenter la fréquentation scolaire des filles, d’améliorer les résultats scolaires et de créer des milieux d’apprentissage plus sûrs et inclusifs. Le soutien à l’éducation permet de réduire la pauvreté et les inégalités, de former une main-d’œuvre qualifiée et de contribuer à des économies plus fortes, ce qui renforce les partenariats à long terme du Canada en matière de commerce et d’investissement.

En 2024-2025, le gouvernement s’est également attaché à protéger les acquis dans le domaine de la santé publique mondiale. Les maladies ne connaissent pas de frontières et les crises sanitaires peuvent déstabiliser des pays et des économies. En 2024-2025, le gouvernement du Canada a investi dans la vaccination, la surveillance des maladies et les systèmes de santé à l’étranger. Ces investissements réduisent le risque que des épidémies atteignent le Canada tout en favorisant la croissance économique et en permettant à des communautés de réaliser tout leur potentiel.

Établir des partenariats durables qui profitent à la population canadienne

L’aide internationale du Canada est un outil efficace qui permet de s’attaquer à des problèmes d’envergure mondiale tout en établissant des partenariats qui perdurent au-delà des engagements financiers initiaux. En appuyant la croissance inclusive, l’éducation et le perfectionnement des compétences à l’étranger, le Canada contribue à créer des économies plus fortes et favorise l’établissement de relations avec des partenaires commerciaux plus stables et réceptifs. Ces efforts produisent des résultats tangibles conformes aux valeurs canadiennes, qui profitent aux Canadiennes et aux Canadiens, tant au pays qu’à l’étranger.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a appuyé des initiatives de financement novateur et a fait la promotion d’outils numériques et d’approches locales pour renforcer la résilience d’économies en développement et émergentes, conformément aux stratégies pour l’Indo-Pacifique et pour l’Afrique. Ces

efforts ont jeté les bases de relations novatrices avec le secteur privé et des fonds multilatéraux pour renforcer la stabilité et accroître les échanges commerciaux. Notre aide internationale contribue à diversifier les échanges commerciaux et les chaînes d’approvisionnement du Canada avec des partenaires fiables. De plus, ces investissements et ces initiatives constituent un tremplin permettant au Canada de renforcer sa collaboration avec d’autres pays et l’influence qu’il exerce sur des plans d’action mondiaux concernant des défis communs, comme les changements climatiques, les pandémies, les migrations et le recul des institutions démocratiques.

À l’avenir, l’aide internationale du Canada restera un investissement stratégique dans la stabilité mondiale et la prospérité au pays. Le Canada continuera de produire des résultats qui profiteront à ses partenaires, protégeront les intérêts canadiens et contribueront à bâtir un monde plus sûr et résilient.

Pour plus d’information sur l’accès au financement de l’aide internationale du Canada, visitez la page Financement canadien d’initiatives internationales.

Décaissements au titre de l'aide internationale et de l'aide au développement officielle par organisation

Le gouvernement du Canada a décaissé 12,5 milliards de dollars en aide internationale en 2024-2025, un montant qui comprend un important soutien macroéconomique à l'Ukraine. Dans le présent rapport, l'aide internationale désigne tout soutien fourni par le gouvernement fédéral. Elle exclut la capitalisation de FinDev Canada et toute aide fournie par les autres ordres de gouvernement (provincial, territorial et municipal).

Le gouvernement rend compte de 2 types d'aide. Le premier type, l'aide au développement officielle (ADO), est déclaré conformément à la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* (LRADO) (2008) et doit contribuer à la réduction de la pauvreté, tenir compte des points de vue des personnes pauvres et être compatible avec les normes internationales en matière de droits de la personne. Le deuxième type, l'aide publique au développement (APD), est déclaré au Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD de l'OCDE), en fonction de critères convenus par les pays membres. L'APD doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement.

L'aide au développement officielle déclarée au titre de la LRADO représente 72 % de l'aide internationale de 12,5 milliards de dollars, soit 9 milliards de dollars.

Le tableau qui suit présente les décaissements au titre de l'aide internationale du Canada en 2024-2025, par ministère fédéral. Le rapport statistique annuel du gouvernement sur l'aide internationale fournit plus de renseignements sur les dépenses liées à l'aide internationale, ainsi qu'à l'ADO et à l'APD pour tous les ordres de gouvernement.

Montants décaissés (en millions de dollars) par chacune des 20 organisations fédérales :

Aide internationale du Canada en 2024-2025				
Ministère/source	Aide internationale	dont		
		Programmes financés par l'EAI*	ADO : LRADO	APD : CAD de l'OCDE**
Ministères faisant rapport en vertu de la LRADO				
Affaires mondiales Canada	6 376,15	6 342,62	5 637,00	5 637,00
Ministère des Finances Canada* **	3 723,25	3 723,25	1 029,20	1 029,20
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada** **	1 963,05	1,00	1 963,05	1 963,05
Centre de recherches pour le développement international* **	192,41	192,41	192,41	192,41
Ministère de la Défense nationale* **	87,49	-	87,49	87,49
Environnement et Changement climatique Canada	54,59	46,40	54,05	54,05
Gendarmerie royale du Canada	20,99	20,99	19,52	19,52

Emploi et Développement social Canada – Programme du travail	11,59	-	11,59	11,59
Ressources naturelles Canada	8,10	8,10	8,10	8,10
Instituts de recherche en santé du Canada	7,56	-	7,56	7,56
Agence du revenu du Canada	5,54	-	5,54	5,54
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	1,07	-	1,07	1,07
Parcs Canada	0,90	-	0,90	0,90
Postes Canada – Union postale universelle	0,52	-	0,52	0,52
Statistique Canada	0,36	-	0,36	0,36
Agence de la santé publique du Canada	0,32	-	0,32	0,32
Transports Canada	0,16	-	0,16	0,16
Office de la propriété intellectuelle du Canada	0,12	-	0,12	0,12
Agence spatiale canadienne	0,03	-	0,03	0,03
Commission de la fonction publique du Canada	0,03	-	0,03	0,03
Services reçus à titre gracieux par Affaires mondiales Canada	26,60	10,52	26,60	26,60
Total partiel – Ministères faisant rapport au titre de la LRADO	12 480,84	10 345,29	9 045,63	9 045,63
Pourcentage de l'aide internationale		83 %	72 %	72 %
Autres ministères ou sources				
Coût pour les réfugiés au Canada (1re année) – provinces et territoires	450,10	-	-	450,10
FinDev Canada	400,00	-	-	400,00
Provinces, territoires et municipalités	32,32	-	-	32,32
Total partiel – Autres ministères ou sources	882,41	-	-	882,41
Total	**13 363,25**	**10 345,29**	**9 045,63**	**9 928,04**
Pourcentage du total de l'aide internationale		77 %	68 %	74 %

* L'enveloppe de l'aide internationale (EAI) est le principal outil de planification budgétaire du gouvernement du Canada pour l'aide internationale. Répartie dans le cadre de partenariats établis avec la société civile, des institutions multilatérales, des universités, des gouvernements partenaires, des organisations philanthropiques et le secteur privé, l'EAI permet au gouvernement de contribuer à la réduction de la pauvreté, au développement durable, ainsi qu'aux efforts de stabilisation, de paix, de sécurité et de

gouvernance, tout en conservant la souplesse nécessaire pour permettre au Canada de réagir rapidement aux crises qui apparaissent dans le monde.

** Dans la colonne « APD : CAD de l’OCDE », les montants sont présentés en fonction de l’exercice, en dollars canadiens, afin que les rapports établis au titre de la LRADO puissent être comparés avec les données déclarées au CAD de l’OCDE. Dans les rapports qu’il présente au CAD de l’OCDE, le Canada déclare les montants en fonction de l’année civile, en dollars américains. Ils figurent dans ce tableau à titre indicatif seulement. Seul l’équivalent-subvention des instruments remboursables est déclaré comme ADO dans le cadre de la LRADO et comme APD au CAD de l’OCDE; les remboursements des contributions remboursables et des prêts sont inscrits dans le tableau A uniquement à titre indicatif.

*** Durant l’exercice 2024-2025, le ministère des Finances du Canada a accordé une aide sous forme de prêts de 2,9 milliards de dollars à l’Ukraine pour soutenir sa stabilité macroéconomique. De ce montant, 2,5 milliards de dollars ont été affectés au mécanisme de prêts du G7 dans le cadre de l’accélération de l’utilisation des recettes extraordinaires. Seul l’équivalent-subvention de ces prêts est déclaré comme ADO au titre de la LRADO et comme APD à l’OCDE.

**** Inclut les coûts pour les réfugiés au Canada (première année) et d’autres projets. Conformément aux lignes directrices du CAD de l’OCDE, la première année de l’aide fédérale et provinciale aux réfugiés peut être déclarée comme APD.

Résultats de l’aide internationale du Canada

Le gouvernement du Canada aide les personnes qui en ont le plus besoin conformément à la *Loi sur la responsabilité en matière d’aide au développement officielle* (LRADO) (2008). Dans un monde interconnecté, ces efforts génèrent des avantages mutuels, puisqu’ils permettent aussi d’accroître la sécurité, la prospérité et le bien-être de l’ensemble des Canadiennes et des Canadiens. En définitive, les progrès dont le présent rapport rend compte démontrent toute la puissance des partenariats lorsque les gouvernements, les organisations locales, le secteur privé, les institutions multilatérales et la société civile canadienne unissent leurs efforts. Ces partenariats ont eu pour résultat de sauver des vies, de renforcer les droits de la personne et d’aider des communautés à se rétablir de crises, et ils ont jeté les bases d’un développement et d’une prospérité durables.

Ce rapport présente une vue d’ensemble des résultats que le gouvernement du Canada a obtenus grâce à ses investissements en aide internationale en 2024-2025. En effet, il donne un aperçu des résultats parmi les plus importants (illustrés par des exemples tirés de divers programmes et projets), au lieu d’en faire un compte rendu complet (ou cumulatif). Pour obtenir les descriptions et les résultats détaillés d’initiatives en particulier, veuillez consulter la Banque de projets d’AMC ou communiquer avec le ministère responsable.

Action humanitaire

L’étendue, la complexité et les répercussions des crises humanitaires ont continué de prendre de l’ampleur, alimentées par l’aggravation des conflits armés et les effets des catastrophes naturelles. Une multitude de vies sont touchées par ces crises. Au début de l’année 2025, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a estimé dans l’Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2025 [en anglais seulement] que 305 millions de personnes dans le monde avaient besoin d’une aide humanitaire. Parallèlement, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés faisait état dans son rapport Global Trends: Forced Displacement in 2024 [en anglais seulement] de plus de 123 millions de personnes déplacées de force de leur domicile, dont 42,7 millions de réfugiés. Par ailleurs, tant les civils que les travailleurs humanitaires souffrent du non-respect croissant du droit international humanitaire dans les zones de conflit, alors que 2024 a affiché le triste record de l’année la plus meurtrière pour le personnel de l’aide humanitaire. Dans l’ensemble, la forte réduction du financement mondial a entraîné des changements importants et une réaffirmation de la mission fondamentale du système humanitaire. Cette mission consiste à protéger et à aider les personnes les plus à risque dans les situations d’urgence en leur fournissant en priorité une aide essentielle à leur survie, tout en rendant l’acheminement de l’aide plus efficace.

En 2024-2025, le Canada a continué de jouer un rôle de premier plan dans le système humanitaire international, en intervenant dans des situations de crise qui sont apparues ou qui se prolongent, par exemple en Palestine, en Ukraine, au Soudan et en Haïti. Pour répondre aux besoins humanitaires mondiaux, le gouvernement du Canada a offert son soutien dans des domaines comme l’aide alimentaire, les soins de santé d’urgence et les services de protection.

En 2024, le Canada était le 13e donateur d’aide humanitaire en importance. Le gouvernement du Canada a travaillé avec des partenaires expérimentés, comme les Nations Unies, le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et diverses organisations non gouvernementales pour fournir une aide humanitaire opportune, efficace et fondée sur les besoins. Plus particulièrement, le gouvernement du Canada a investi dans une série de programmes et d’initiatives visant à :

- fournir une aide humanitaire et une protection là où elles sont les plus nécessaires;
- soutenir une réponse humanitaire plus efficace, efficiente et inclusive.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a versé 961 millions de dollars en aide humanitaire. De ce total, 960 millions de dollars constituent de l'aide au développement officielle. Ces investissements ont soutenu 179 projets dans 131 pays. L'aide humanitaire du Canada a permis de sauver des vies, d'alléger les souffrances et de préserver la dignité des personnes touchées par des conflits et des catastrophes naturelles dans le monde entier. La section qui suit donne des exemples d'initiatives qui ont été financées et de leurs incidences.

Point de mire sur les réussites

Fournir une aide humanitaire et une protection là où elles sont les plus nécessaires

L'aide humanitaire est absolument essentielle pour les personnes se trouvant dans des situations d'urgence qui mettent leur vie en danger. Elle fait également du monde un endroit plus sûr. Grâce à son aide, le gouvernement du Canada a permis de sauver des millions de vies. Ce soutien est crucial alors que des conflits surviennent et que les changements climatiques accroissent la faim, les déplacements de populations et l'instabilité dans le monde.

- En 2024, le gouvernement du Canada a continué de **répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels urgents de plus en plus importants qui ont découlé des situations d'urgence** dans le monde. Le financement du Canada :
    - a permis au Programme alimentaire mondial (PAM) d'apporter une aide vitale à 124 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire, dont 90 millions en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Le gouvernement du Canada a versé plus de 226 millions de dollars pour soutenir le travail humanitaire du PAM;
    - a contribué au dépistage et au traitement précoces de la malnutrition chez plus de 109 millions d'enfants de moins de 5 ans. Cette aide vitale est notamment le fruit de la collaboration permanente entre le gouvernement du Canada et l'UNICEF dans le contexte de crises humanitaires qui sévissent dans le monde (37 millions de dollars dans l'année civile 2024);
    - a soutenu l'acheminement d'une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence à 276 000 personnes grâce à une contribution de 25 millions de dollars à la Banque canadienne de grains.
- En 2024-2025, le gouvernement du Canada a contribué à des **interventions lors d'urgences humanitaires dans des situations de conflit,** en particulier en offrant des soins médicaux indispensables et en luttant contre la violence fondée sur le genre :
    - En **Palestine**, le soutien à la Croix-Rouge canadienne a amélioré l'accès à des services médicaux cruciaux dans un environnement à risque élevé. Ce soutien a compris la fourniture de matériel chirurgical et de diagnostic, de médicaments et de personnel à un nouvel hôpital de campagne de la Croix-Rouge à Rafah. Depuis l'ouverture de l'hôpital en mai 2024, le nombre de consultations par la population a dépassé 100 000. La Croix-Rouge canadienne a également aidé la Société du Croissant-Rouge palestinien à accomplir d'autres activités, comme le transport de patients, la gestion des décès et la prestation de services d'accueil, de soutien psychosocial et d'aide en santé mentale. Grâce au soutien du gouvernement du Canada, d'avril à décembre 2024, ce sont plus de 87 000 personnes qui ont reçu une aide vitale par l'intermédiaire de cliniques, d'équipes mobiles et de visites à domicile de la Société

du Croissant-Rouge palestinien, soit plus de 27 000 personnes gravement blessées auxquelles des soins d'urgence ont été prodigués et près de 70 000 personnes ayant bénéficié d'examens médicaux de base.

- En **Ukraine**, où la guerre sévit, le gouvernement du Canada a soutenu des initiatives qui ont aidé à **lutter contre la violence fondée sur le genre** et à **renforcer la résilience psychosociale**, l'estime de soi et les compétences des membres de différentes communautés. Des partenariats avec des organisations de la société civile ont permis à plus de 8 900 hommes et femmes touchés par le conflit dans les régions de Kharkiv et de Kherson de bénéficier de services spécialisés de prévention de la violence fondée sur le genre et de sensibilisation à ce type de violence. Pour renforcer les capacités des intervenants de première ligne, des séances de formation portant sur les concepts fondamentaux relatifs à la violence fondée sur le genre ont été données à 330 professionnels issus des domaines des services sociaux, juridiques et médicaux. De plus, des efforts menés par l'International Medical Corps ont contribué à renforcer la résilience de plus de 5 800 personnes en leur offrant, en groupes, des activités psychosociales et des séances de sensibilisation à ce type de violence.

- Le gouvernement du Canada a contribué à renforcer des organisations locales et leur capacité à intervenir rapidement et efficacement sur le terrain en cas de crise. Un mécanisme essentiel a été le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL), qui a permis au gouvernement d'accorder du **financement rapidement et à petite échelle à des organisations locales**. En 2024-2025, ce programme a versé environ 1,2 million de dollars à 25 projets dans 36 pays au titre de son enveloppe réservée à l'aide humanitaire et aux interventions d'urgence. Dans l'ensemble, les organisations financées par le FCIL ont apporté une aide humanitaire à plus de 115 000 personnes, notamment :
  - une aide vitale à des personnes touchées par des **catastrophes naturelles** : des ouragans en **Jamaïque** et à **Cuba,** des tempêtes tropicales au **Vietnam**, au **Myanmar** et au **Honduras,** et des inondations dans 12 pays, dont le **Brésil**, le **Nigéria**, le **Mali,** et le **Tchad**;
  - un soutien essentiel à des communautés touchées par des **conflits** en **République démocratique du Congo (RDC)** et en **Palestine**.

- Le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire de l'Agence spatiale canadienne, **a soutenu des initiatives internationales de secours à la suite de catastrophes** dans le cadre de la Charte internationale : Espace et catastrophes majeures. Le Canada a fourni dans ce contexte de précieuses données satellitaires provenant de la mission de la Constellation RADARSAT et de la mission RADARSAT-2. De l'aide a notamment été apportée au **Brésil** durant les graves inondations ayant touché l'État du Rio Grande do Sul, de même qu'à l'**Indonésie** pour l'aider à faire face à l'éruption volcanique du mont Ruang dans le Sulawesi du Nord. Les **Philippines** ont aussi bénéficié d'un soutien pour gérer les vastes inondations engendrées par la tempête tropicale *Trami*. En 2024-2025, l'Agence spatiale canadienne a répondu à 77 demandes de pays visant à obtenir d'urgence des données satellitaires, ce qui représente 89 % des demandes d'activation de la Charte faites au cours de l'exercice.

Rendre l'action humanitaire plus efficace, efficiente et inclusive.

Le gouvernement du Canada soutient les **efforts visant à améliorer l'efficacité et l'efficience du système humanitaire international**, ainsi que le respect du droit international humanitaire. En 2024-2025 :

- Le gouvernement du Canada a continué d'utiliser son **influence pour façonner les systèmes de gouvernance** d'importants partenaires humanitaires des Nations Unies. Ces efforts ont contribué à ce que les fonds destinés à l'aide humanitaire soient dépensés à bon escient, qu'ils permettent d'aider les personnes les plus vulnérables et qu'ils soutiennent les priorités du gouvernement du Canada. Par exemple, en tant que membre du conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (PAM), le Canada a participé activement à l'élaboration de politiques de première importance sur la résilience, les changements climatiques et les programmes de cantines scolaires. Il a également contribué au dialogue stratégique ayant éclairé l'élaboration du Plan stratégique du PAM pour 2026-2029. Le Canada a rempli les fonctions de responsable du groupe des donateurs traditionnels en 2024 et 2025 et de vice-président du conseil d'administration du PAM en 2024. En janvier 2025, les membres du conseil d'administration du PAM ont élu le Canada à la présidence du conseil d'administration pour un mandat d'un an.
- Le gouvernement fédéral a poursuivi ses efforts pour promouvoir le mandat de **protection des civils des Nations Unies**, défendre les **principes humanitaires** et garantir le **respect du droit international humanitaire**. Ces efforts contribuent à renforcer la stabilité mondiale, à protéger les populations vulnérables et à défendre les valeurs canadiennes. Ils permettent aussi au Canada de demeurer un acteur de confiance et guidé par des principes dans les affaires internationales. Lors de la 34e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Canada a participé activement à la négociation et à l'adoption de 5 résolutions. Ces résolutions visaient à renforcer le respect du droit international humanitaire, à préserver les espaces humanitaires et à contrer les menaces croissantes qui pèsent sur le personnel humanitaire.
- Le gouvernement du Canada **a réaffirmé sa volonté de soutenir les efforts humanitaires menés localement** en appuyant les fonds de financement communs pour les pays gérés par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (BCAH). Ces fonds constituent un outil essentiel pour offrir de l'aide humanitaire par l'intermédiaire d'organisations locales et favoriser des interventions permettant de répondre aux besoins humanitaires de manière plus inclusive. En tant que 11e donateur en importance, le Canada a versé 54 millions de dollars à ces fonds en 2024 (sur les 930 millions de dollars américains que le BCAH a distribués au total par l'intermédiaire de ces fonds). Avec d'autres donateurs, le Canada a engendré des effets positifs en contribuant à des interventions de première ligne qui ont permis de répondre à des besoins liés à l'insécurité alimentaire aiguë et aux soins de santé d'urgence dans des contextes où l'aide alimentaire et les soins médicaux d'urgence étaient grandement nécessaires, comme au **Soudan**, en **Syrie** et en **RDC**. Globalement, ces fonds ont permis de sauver la vie de 26,6 millions de personnes, dont 14,4 millions de femmes et de filles et plus de 12 millions d'enfants dans 21 régions.

Histoire de changement

Retrouver un sentiment de sécurité malgré la guerre : espaces pour enfants en Ukraine

En savoir plus sur le soutien du Canada à l'action humanitaire en 2024-2025

Politique
Politique de champ d'action : La dignité humaine (action humanitaire)

Rapports

- Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2025 [téléchargeable en français] | BCAH
- Rapport de 2024 du HCR sur les tendances mondiales [en anglais seulement]

Exemples de projets mis en évidence dans cette section

- Appels humanitaires multi-pays - UNICEF 2024
- Crise à Gaza - aide humanitaire - Croix-Rouge canadienne 2023
- International Medical Corps
- Banque canadienne de grains – appui institutionnel 2024 à 2028
- Crise au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Ukraine – Aide alimentaire d'urgence – PAM 2024
- Coordination des réponses humanitaires par BCAH (fonds collectifs en fonction des pays) – 2023-2025

Autre

- Accueil | Service de surveillance financière [en anglais seulement]
- The Grand Bargain (pacte relatif au financement de l'action humanitaire – site Web officiel) | Comité permanent interorganisations [en anglais seulement]
- Good Humanitarian Donorship [en anglais seulement]

Paix et sécurité

Le contexte de sécurité est devenu plus complexe et instable partout dans le monde ces dernières années. Les tensions géopolitiques, en particulier en Europe, dans l'Indo-Pacifique et au Moyen-Orient, pèsent lourdement sur le système international. Les valeurs démocratiques sont de plus en plus sous pression. Les menaces criminelles et terroristes transnationales continuent de s'intensifier à mesure que les technologies progressent. Les menaces actuelles liées aux matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, ainsi qu'aux armes classiques, rendent d'autant plus urgent que le gouvernement du Canada agisse dans ce domaine.

Les femmes et les groupes marginalisés sont toujours sous-représentés dans les processus décisionnels, ce qui limite le caractère inclusif et l'efficacité des efforts de paix et de sécurité. Le Programme pour les femmes, la paix et la sécurité, énoncé dans la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et dans les résolutions connexes, fournit un cadre complet visant à combler ces lacunes. Dans le contexte de son aide, le Canada accorde une place centrale à la participation des femmes aux efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité.

Face à cette conjoncture, en 2024-2025, le gouvernement du Canada et ses partenaires se sont appuyés sur des programmes de sécurité spécialisés, l'aide au développement international et le Fonds canadien d'initiatives locales. Le gouvernement du Canada a investi dans divers programmes visant à :

- remédier aux conflits violents et à la fragilité;
- réformer les systèmes de sécurité et réduire les menaces qui pèsent sur la sécurité;
- renforcer les efforts des organisations internationales en matière de paix et de sécurité.

Pour renforcer la paix et la sécurité dans des domaines d'intérêt stratégique, le gouvernement du Canada a affecté environ 485 millions de dollars à ce champ d'action en 2024-2025. De ce montant, 385 millions de dollars sont considérés comme de l'aide au développement officielle. Ces investissements ont porté sur 317 projets réalisés dans 142 pays. La section qui suit donne des exemples de programmes et d'initiatives qui contribuent à l'édification d'un monde plus pacifique et plus sûr.

Point de mire sur les réussites

Remédier aux conflits violents et à la fragilité

Le gouvernement du Canada investit dans des initiatives pour la paix et la sécurité dans le monde, notamment dans des **interventions rapides**, pour remédier à des conflits et à des crises. Ces interventions visent à réduire les répercussions des conflits sur les Canadiennes et les Canadiens et sur les intérêts du Canada, tout en tenant compte des causes sous-jacentes des conflits et de l'instabilité.

- En **Ukraine**, le gouvernement du Canada fournit un soutien en réaction à l'agression actuelle et en vue de **prévenir toute agression ultérieure qui pourrait menacer la sécurité de ses alliés de l'OTAN et la stabilité économique mondiale**. En offrant une assistance par l'entremise du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix, le gouvernement du Canada trouve des façons d'utiliser des technologies pour répondre aux besoins urgents des citoyens ukrainiens. Il se sert également des technologies pour soutenir l'armée ukrainienne. En voici des exemples :
    - Un projet utilise la **criminalistique numérique**, des outils de communication sécurisés et des méthodes de gestion des cas pour identifier et localiser des enfants ukrainiens et les ramener auprès de leurs familles. Ces efforts se concentrent sur les enfants déportés de force en

Russie et dans les territoires occupés. En 2024-2025, le partenaire local du projet, SaveUkraine, est entré en contact avec 136 enfants et a réussi à réunir 65 d'entre eux avec leur famille en Ukraine. Le projet a également aidé les services sociaux ukrainiens à planifier la réintégration des enfants et à veiller à ce que les auteurs des crimes aient à répondre de leurs actes dans l'avenir. Pour en savoir plus, voir : Tirer parti des technologies pour lutter contre les crimes commis contre les enfants en Ukraine (Hala Systems/SaveUkraine, 2 millions de dollars, 2024-2025).

- Un autre projet a permis **d'aider des communautés en première ligne à préserver leur accès numérique**. En 2022, l'organisation partenaire de ce projet a déployé sa plateforme Deflect et des équipements de télécommunications excédentaires provenant de fournisseurs canadiens pour maintenir des sites Web essentiels en ligne pendant les périodes de censure et d'interruption de la connectivité. En 2024, Deflect a absorbé jusqu'à un million d'attaques par déni de service distribué par heure depuis l'Ukraine afin d'empêcher les sites Web de tomber en panne. Ainsi, les Ukrainiens ont continué d'avoir accès à des informations et à des reportages non censurés en ligne. Pour en savoir plus, voir : Soutien numérique d'urgence à la société civile en Ukraine (eQualitie, 2,87 millions de dollars, 2022-2026).

- Dans le cadre de l'aide internationale bilatérale du Canada, une initiative a permis **d'offrir du soutien technique à l'égard de dossiers politiques sensibles, comme la planification de la libération et la justice environnementale**. Ce projet, intitulé Fonds de partenariat pour une Ukraine résiliente, a également fourni de l'aide en ce qui concerne les enfants ukrainiens déportés. Entre autres, des recommandations précises ont été formulées à l'intention du groupe de travail sur le rapatriement des enfants, qui fait partie du bureau du président de l'Ukraine, au sujet de la protection et de la réintégration des enfants ayant été déportés et transférés de force. Par ailleurs, l'initiative a permis de **rétablir l'accès à des services essentiels, comme l'alimentation en eau et en électricité, de plus de 2 millions d'Ukrainiens** par la réalisation de quelque 570 projets de rétablissement rapide dans 127 municipalités (*hromadas*) touchées par la guerre. Grâce au projet, plus de 320 premiers répondants ont été formés et 9 000 résidents des communautés de première ligne ont bénéficié d'au-delà de 10 000 heures de soutien en santé mentale. Pour en savoir plus, voir : Fonds de partenariat pour une Ukraine résiliente (Foreign and Commonwealth Office, 15 millions de dollars, 2022-2025).

- Le gouvernement du Canada aide également des **communautés qui se remettent d'un conflit violent**, par exemple en Haïti, en Palestine, au Soudan et en Syrie. À titre d'exemple, dans le **nord-ouest de la Syrie**, les Casques blancs [en anglais seulement] ont dirigé une initiative communautaire de déminage pour rétablir l'accès à des maisons, des écoles, des routes et des espaces publics. À la fin de 2024, leur travail a permis de rétablir l'accès de plus de 2 700 personnes à des installations essentielles, dont 164 maisons, 8 écoles et 20 routes. En 2024-2025, la population civile a utilisé 90 % des installations rouvertes. Les activités de déminage ont été menées de pair avec des campagnes de mobilisation locale et de sensibilisation aux risques. L'initiative a ainsi réduit les menaces quotidiennes qui entravaient le redressement économique et la vie civique dans la région. Ces efforts ont permis de renforcer les capacités locales de gestion des risques et ont contribué à stabiliser les communautés touchées par le conflit. La prise en compte de la dimension de genre dans ce projet a aussi permis de suivre le profil des personnes qui pouvaient de nouveau accéder à différents lieux, ce qui a favorisé la sécurité et la mobilité des femmes et des jeunes filles. En 2025, les fonctions de protection civile des Casques blancs ont été intégrées au sein du ministère syrien de la Gestion des urgences et des catastrophes, tandis qu'une nouvelle organisation, Truth Guardians (gardiens de la vérité), poursuivra les volets portant sur la justice et l'imputabilité. Pour en savoir plus, voir : L'action contre

les mines dans le nord-ouest de la Syrie – II (affectation supplémentaire) (Les Casques blancs, 7,2 millions de dollars, 2023-2025).

- Le Canada participe aux **efforts multilatéraux et à ceux menés par le G7 pour lutter contre la désinformation parrainée par des pays étrangers**, **protéger les processus démocratiques et promouvoir des normes numériques fiables.** Par exemple, dans le cadre de son Programme pour la résilience démocratique et les droits de la personne, le gouvernement du Canada a soutenu un projet mené par l'organisme Journalistes pour les droits humains (JDH). Cette initiative a rejoint près de 4,8 millions de personnes dans le monde, en améliorant l'accès du public à des informations fiables et axées sur les droits, malgré la censure et la répression qui limitent la qualité des informations accessibles dans des langues comme le russe et le biélorusse. Elle a permis de renforcer la capacité de journalistes russes et bélarussiens indépendants en exil en Lettonie, en Lituanie, en Estonie et en Pologne à déceler et à contrer la manipulation de l'information et à produire des reportages axés sur les droits de la personne, dont 160 articles de fond. Parmi les thèmes abordés figurent les droits des femmes, les droits des membres de la communauté LGBTQ+, la guerre en Ukraine et l'activisme en faveur de la démocratie. Pour en savoir plus, voir : Mobilisation des journalistes russes et biélorusses indépendants contre la manipulation d'information (JDH, 2,5 millions de dollars, 2024-2026).
- Le gouvernement du Canada vise également à **renforcer la capacité des organisations de la société civile (OSC) à contrer la désinformation liée aux élections,** notamment dans des pays de **La Francophonie**. En Macédoine du Nord, en Moldavie, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, une initiative a permis à des OSC d'accroître leur capacité d'influer sur les processus législatifs et de surveillance, ainsi que leur accès à l'expertise et aux réseaux internationaux. L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (International IDEA) a contribué à la lutte contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères en contexte électoral en réalisant des analyses contextuelles et en adoptant des méthodologies fondées sur la connaissance de la situation. Il est ainsi possible d'obtenir une vue d'ensemble de la manipulation de l'information et de l'ingérence étrangères liées aux élections, en vue de rendre compte de la situation à cet égard dans différents pays. Pour en savoir plus, voir : Lutte contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères liées aux élections (International IDEA, 2,5 millions de dollars, 2024-2027).

Réformer les systèmes de sécurité et réduire les menaces qui pèsent sur la sécurité

Grâce à son aide internationale, le gouvernement du Canada contribue à **prévenir et contrer les menaces qui pèsent sur la sécurité mondiale avant qu'elles n'atteignent le Canada**, en venant entre autres :

- lutter contre les menaces criminelles et terroristes;
- limiter la prolifération des armes de destruction massive;
- promouvoir les traités sur les armes classiques.

Ces efforts **renforcent les systèmes de sécurité dans des régions qui présentent un intérêt stratégique pour le Canada**, contribuent à protéger les civils et favorisent une gouvernance inclusive et la résilience économique à l'échelle mondiale. En matière de réformes, la priorité est accordée à la protection, à la responsabilité et à la participation réelle des femmes et des groupes marginalisés.

- Dans le cadre de son Programme de réduction de la menace liée aux armes, le gouvernement du Canada a poursuivi ses efforts pour limiter les activités dangereuses et déstabilisatrices de la Corée du Nord en matière de prolifération d'armes. Ce programme a financé un projet axé sur la collecte d'informations utilisables au sujet des agissements de la Corée du Nord pour contourner les sanctions en mer. Ces informations ont été obtenues grâce à l'utilisation d'une expertise

technique, entre autres dans les domaines de l'imagerie satellitaire de source ouverte, du suivi des navires et des données relatives à la propriété. En juin 2025, le projet avait généré 140 notes de renseignement et 72 rapports et avait permis d'identifier 56 navires et entités impliqués dans le transport d'armes illégales, de carburant et d'autres marchandises interdites par les sanctions des Nations Unies. Pour en savoir plus, voir : projet Sandstone (The Royal United Services Institute, 3,3 millions de dollars, 2021-2025).

- Dans le cadre de son Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité, le gouvernement du Canada a aidé les pays partenaires à **accroître leur résilience face à la cybercriminalité transnationale**. En **Amérique centrale,** il a contribué à réaliser cet objectif en finançant un projet de renforcement des compétences techniques et de sensibilisation aux menaces en ligne fondées sur le genre. Le projet **a permis aux femmes d'occuper plus de fonctions de direction dans le domaine de la cybercriminalistique.**
  - Au **Guatemala**, le Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité a permis la création d'un nouveau **laboratoire de criminalistique numérique** géré par des enquêtrices.
  - Au **Belize,** au **Guatemala** et au **Honduras**, près de 1 400 personnes ont suivi une formation pour renforcer leurs **compétences en matière d'enquête**. Au Belize, 87 % des 325 participants ont indiqué avoir amélioré leurs compétences. Au Guatemala (628 participants) et au Honduras (439 participants), 80 % des participants ont déclaré avoir atteint les principaux objectifs d'apprentissage dans des domaines tels que le renseignement de source ouverte, la protection des enfants, le droit de la cybercriminalité et le traitement des preuves numériques.
  - Au **Guatemala** et au **Honduras**, le programme a permis de renforcer les capacités **à prévenir la cybercriminalité et à protéger les enfants** en ligne en formant plus de 65 100 enseignants (dont 73 % de femmes).

  Pour en savoir plus, voir : projet de renforcement des capacités informatiques de l'UNODC dans le Triangle du Nord - phase II (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, 3,3 millions de dollars, 2019-2024).

- En 2024-2025, par l'intermédiaire de son Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes, le gouvernement du Canada a aidé des pays à revenu faible ou intermédiaire à **renforcer leur capacité de lutter contre le terrorisme**. Pour atteindre cet objectif au **Moyen-Orient** et en **Afrique du Nord**, le programme a soutenu l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL). En mettant à profit les compétences techniques pour réaliser des arrestations et des saisies, le projet **a permis de réduire la mobilité des acteurs violents dans ces régions**. Il a également **intégré des pratiques fondées sur les droits** et **renforcé les normes relatives aux interventions multilatérales**. Grâce à ce projet :
  - plus de 180 agents de première ligne ont été formés en **Algérie**, en **Jordanie**, au **Liban**, en **Libye** et en **Tunisie**;
  - plus de 250 agents nationaux ont effectué au-delà de 28 millions de vérifications dans les bases de données d'INTERPOL, qui ont permis d'obtenir 99 concordances en lien avec le terrorisme. Ces informations ont été utiles lors d'opérations de suivi qui ont permis de détecter 7 terroristes présumés aux frontières et de mener à une importante répression du crime. Parmi les résultats obtenus, plus de 3 000 kilogrammes de cocaïne ont été saisis et des réseaux liés à la falsification de documents de voyage et au trafic de marchandises illicites ont été démantelés;

- un module de formation en ligne a été lancé sur les droits de la personne, que 280 policiers de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont suivi pour veiller à ce que les enquêtes respectent les droits et tiennent compte des considérations liées à l'égalité des genres.

Pour en savoir plus, voir : Projet de lutte contre le terrorisme – Phase II en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (INTERPOL, 3,8 millions de dollars, 2023-2025).

Renforcer les systèmes multilatéraux

Les **investissements du gouvernement du Canada dans les institutions multilatérales de paix et de sécurité** sont essentiels pour assurer la sécurité de la population canadienne. Dans ce contexte, la priorité est accordée à **l'égalité des genres et à l'inclusion dans les réformes des systèmes multilatéraux**, ce qui cadre avec l'objectif du Programme pour les femmes, la paix et la sécurité consistant à assurer la participation pleine et égale des femmes à tous les aspects des initiatives de paix et de sécurité. En donnant la priorité à la participation des femmes, le Canada promeut ses valeurs et renforce la légitimité, l'efficacité et la durabilité des interventions collectives face aux crises, aux conflits et aux menaces à la sécurité. En 2024-2025 :

- En **Haïti**, le gouvernement du Canada a contribué à **stabiliser des infrastructures essentielles et à créer des espaces sûrs pour les activités humanitaires et de gouvernance** en finançant la Mission multinationale d'appui à la sécurité mandatée par les Nations Unies. La mission a permis de sécuriser des infrastructures de première importance, comme des aéroports, des ports et de grands axes routiers, facilitant ainsi l'acheminement de l'aide et rétablissant la mobilité dans certaines zones contrôlées par des gangs. Malgré les difficultés sur le terrain et la violence qui perdurent, la présence de la mission a permis d'établir des conditions de sécurité favorables au déploiement de la Force de répression des gangs, qui prendra le relais en avril 2026. Pour en savoir plus, voir : Fonds fiduciaire à l'appui de la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti (Département de l'appui opérationnel des Nations Unies, 84,2 millions de dollars, 2024-2025).
- Le gouvernement du Canada a contribué à un programme des Nations Unies dans le cadre duquel 119 conseillers en matière de paix et de développement ont été déployés pour **aider à prévenir les conflits et à consolider la paix** dans 70 pays. En plus de la mise en place d'infrastructures nationales pour la paix dans 33 pays, leurs efforts ont contribué à ce qui suit :
  - mobilisation de 150 femmes au **Venezuela** pour lutter contre la violence fondée sur le genre et promouvoir la participation politique des femmes;
  - création d'un sous-comité sur la consolidation de la paix et la cohésion sociale au sein de l'Assemblée nationale de la **République démocratique du Congo (RDC)**;
  - conception d'initiatives visant à donner davantage voix au chapitre aux jeunes, comme Guatemala Joven Conversa (en espagnol seulement), qui a permis à près de 1 000 jeunes (64 % de femmes et 42 % d'Autochtones) de prendre part à des discussions sur l'intelligence artificielle qui façonneront la prochaine politique nationale sur la jeunesse du **Guatemala**.

  Pour en savoir plus, voir : Programme des Nations Unies sur le renforcement des capacités nationales de prévention des conflits (Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD], 2,5 millions de dollars, 2023-2026).
- En **Ukraine**, le gouvernement du Canada collabore avec d'autres pays de l'OTAN et l'Ukraine pour améliorer la sécurité énergétique dans les camps déployés et les opérations éloignées. Le Canada, par l'intermédiaire de Ressources naturelles Canada, dirige le projet pour la science au service de la paix et de la sécurité de l'OTAN. Il soutient l'Ukraine en lui fournissant de l'expertise et de la formation pour faire mieux connaître les économies d'énergie possibles afin d'exploiter

plus optimalement encore les ressources existantes. Il a notamment été possible d'y parvenir grâce à des stratégies de quantification de la réduction de l'utilisation des combustibles fossiles, reposant sur la collecte harmonisée de données relatives à la consommation d'énergie. Ce projet permet aussi de mieux comprendre les principaux flux d'énergie, de mesurer le rendement de nouvelles technologies et de surveiller la mise en œuvre des stratégies de gestion de l'énergie. Ressources naturelles Canada soutient l'initiative Science au service de la paix et de la sécurité de l'OTAN sur l'efficacité énergétique des camps déployés (775 000 $, 2025-2028).

- Le gouvernement du Canada est déterminé à rendre le monde plus sûr pour tous. Il a poursuivi sa contribution de longue date aux **opérations policières internationales de paix** dans le cadre du Programme d'opérations policières internationales de paix et de maintien de la paix, qui relève de l'Arrangement sur la police civile canadienne. Ce programme est le fruit d'un partenariat entre Affaires mondiales Canada, Sécurité publique Canada et la Gendarmerie royale du Canada. En 2024-2025, il a contribué **à répondre aux besoins d'États fragiles et touchés par des conflits dans le domaine de la sécurité** :
    - plus de 150 agents de police et experts civils, dont 39 % étaient des femmes, ont servi dans 12 missions d'opérations de paix dans le monde entier;
    - les membres de l'Arrangement sur la police civile canadienne déployés dans la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) ont eu une incidence concrète en **RDC**. Ils ont plus que doublé le nombre de formations sur la violence sexuelle et fondée sur le genre données aux membres de la police nationale congolaise. Ils ont contribué à atteindre des zones reculées et à risque élevé touchées par des violences sexuelles liées aux conflits en organisant plus de 350 activités de mobilisation communautaire, en dispensant plus de 35 formations et en formant plus de 650 agents de police locaux. Ils ont également organisé 49 séances de mentorat avec plus de 30 agents de police judiciaire dans 7 districts.

Histoire de changement

La police canadienne ouvre la voie au leadership des femmes dans les missions de paix

En savoir plus sur le soutien du Canada à la paix et la sécurité en 2024-2025

Politique
Politique de champ d'action : La paix et la sécurité

Rapport
Rapport annuel 2024-2025 : Programme d'opérations policières internationales de paix et de maintien | Gendarmerie royale du Canada

Autre

- Programme pour la stabilisation et les opérations de paix
- Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité
- Programme de renforcement des capacités antiterroristes
- Programme de réduction de la menace liée aux armes
- Programme pour les femmes, la paix et la sécurité (résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies)

Croissance économique inclusive

Une croissance économique inclusive est essentielle pour réduire la pauvreté, renforcer la résilience et assurer la stabilité dans le monde. En 2024-2025, la croissance économique est demeurée lente à l'échelle mondiale sous l'effet de l'incertitude géopolitique, des degrés élevés d'endettement et des chocs climatiques. Les pays en développement ont eu du mal à obtenir du financement, que ce soit pour les infrastructures, les technologies ou les ressources humaines, alors qu'ils tentaient de développer leurs secteurs manufacturiers et des services. La croissance n'a pas suivi le rythme des pressions qui se sont exercées sur les finances publiques. Dans l'ensemble, la dette brute des administrations publiques dans les pays admissibles à l'APD est restée plus élevée en proportion du PIB qu'avant la pandémie de COVID-19, tandis que les charges d'intérêts ont augmenté en proportion des recettes fiscales. La dette publique et les taux d'intérêt élevés ont limité les investissements. Par conséquent, certaines régions, en particulier l'Afrique, dépensent aujourd'hui davantage en paiements d'intérêts qu'en services sociaux essentiels. Le chômage chez les jeunes est également resté élevé dans les économies en développement, nuisant à la croissance inclusive.

En 2024-2025, pour surmonter ces difficultés, le gouvernement du Canada a renforcé les liens économiques, les processus et les services de soutien qui aident les marchés à mieux fonctionner, a exercé un effet catalyseur sur la participation équitable des femmes à l'économie, a amélioré l'accès au financement et a soutenu la résilience et la durabilité des communautés locales.

Ces efforts aident également les pays en développement à se doter d'institutions, de lois et de règlements transparents, efficaces et assortis d'une reddition de comptes pour régir leurs économies. Le fait d'établir des règles du jeu équitables génère des occasions propices à la croissance économique, au commerce et aux investissements dans ces pays, notamment à titre de futurs marchés pour le Canada. Cela cadre aussi avec les valeurs et les intérêts du Canada. Dans ce contexte, en 2024-2025, le gouvernement du Canada a investi dans une série de programmes et d'initiatives visant à :

- bâtir des économies inclusives et durables;
- renforcer la résilience économique;
- éliminer les obstacles au renforcement du pouvoir économique des femmes.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a décaissé environ 913 millions de dollars pour promouvoir la croissance économique inclusive. De ce montant, 855 millions de dollars sont considérés comme de l'aide au développement officielle. Ces investissements ont permis de financer 824 projets dans 138 pays, ce qui a contribué à favoriser la stabilité dans le monde et à ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises canadiennes. Ils permettent également de promouvoir des valeurs canadiennes, comme l'égalité des genres et la transparence. La section qui suit donne des exemples d'initiatives qui ont été financées et leurs résultats dans ce champ d'action.

Point de mire sur les réussites

Bâtir des économies inclusives et durables

Afin **d'attirer des investissements pour favoriser une croissance économique inclusive et durable** dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI), le gouvernement du Canada **s'associe au secteur privé** dans le cadre du Programme d'innovation en aide internationale. Le programme permet de financer des initiatives du secteur privé qui contribuent à la croissance économique et à l'atteinte d'autres objectifs de développement pour contribuer à réduire la pauvreté.

- Développement international Desjardins développe des services financiers destinés aux femmes et aux jeunes entrepreneurs en **Afrique**, en **Asie**, en **Europe de l'Est** et en **Amérique latine**. L'organisation a également mis 15 millions de dollars supplémentaires de capitaux privés à la disposition du Fonds Aequitas d'investissement d'impact. En 2024-2025, le nombre d'institutions financières partenaires du Fonds est passé de 9 à 14. Comme plus de banques se sont engagées à améliorer l'accès des femmes aux services financiers, le nombre de femmes clientes est passé de près de 3 900 à plus de 12 000. Le nombre de prêts accordés à des femmes a également augmenté, ce qui a accru le contrôle que celles-ci peuvent exercer sur le plan financier et favorisé la croissance des entreprises. Le fonds a permis de faire passer le nombre d'emplois créés ou maintenus d'environ 2 900 à plus de 6 000. Pour en savoir plus, voir : Fonds Aequitas d'investissement d'impact (Développement international Desjardins, 22,9 millions de dollars, 2024-2035).

Le gouvernement du Canada aide des **femmes vivant en milieu rural à renforcer leur assise économique** et à bâtir un avenir plus sûr :

- Le gouvernement du Canada a aidé des femmes vivant en milieu rural au **Bangladesh** dans le cadre d'une initiative mise en œuvre en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). En 2024, ce projet a donné lieu à des interventions qui ont permis aux femmes de la région d'avoir **plus de contrôle sur les décisions prises au sein de leurs foyers et sur les activités génératrices de revenus**, tandis que des initiatives de recyclage valorisant leur ont ouvert de nouvelles possibilités de subvenir à leurs besoins. Une formation professionnelle a notamment été offerte à 6 500 femmes (sur un total de plus de 10 000 participants) dans les communautés d'accueil et les camps de réfugiés. En outre, la facilitation de l'accès à du gaz de pétrole liquéfié et à des autocuiseurs a allégé la tâche des femmes à la tête de ménages de réfugiés rohingyas en ce qui concerne la prestation de soins non rémunérée, sans compter les effets positifs sur l'écosystème local dégradé. Pour en savoir plus, voir : Lutter contre la dégradation de l'environnement et favoriser l'énergie plus verte (PNUD, 30 millions de dollars, 2022-2026).
- Aux **Philippines,** un projet a **augmenté la productivité des exploitations et entreprises de cacao**, en particulier celles dirigées par des femmes vivant en milieu rural. Près de la moitié des petits exploitants agricoles ont fait état d'une augmentation de 50 % de leurs revenus et de leur production de cacao. Plus de 5 000 agriculteurs, dont des femmes, des jeunes et des Autochtones, ont pu accéder aux marchés. Le projet a aidé des coopératives à augmenter leurs revenus et à adopter des pratiques agricoles adaptées au climat. Il a également permis à de petites et moyennes entreprises d'atteindre un état de préparation propice aux investissements; en effet, l'une d'entre elles a obtenu des capitaux et 9 autres s'y préparent. Pour en savoir plus, voir : Résilience et inclusion par l'investissement pour une agriculture durable (Mennonite Economic Development Associates of Canada, 6,8 millions de dollars, 2021-2026).
- Au **Vietnam**, un projet a permis à plus de 10 000 ménages vivant en milieu rural d'avoir un meilleur **accès à du crédit pour soutenir les entreprises familiales**. Parallèlement, 948 coopératives financières (institutions financières coopératives locales réglementées par la Banque d'État du Vietnam) ont adopté des plateformes de services bancaires en ligne, ce qui a eu pour effet de tripler le nombre de transactions numériques de 2022 à 2024. La promotion et la formation adaptées aux femmes dans le cadre du projet ont permis de recruter plus de 700 femmes et d'obtenir 475 demandes de prêt de la part de femmes. Des outils, comme des tableaux de bord sur le genre et l'application Co-op Smart, ont contribué à améliorer l'accès des femmes à des connaissances financières et à de l'aide à l'entrepreneuriat dans les zones rurales. Pour en savoir

plus, voir : Renforcement du réseau de coopératives financières (Développement international Desjardins, plus de 18 millions de dollars, 2016-2025).

- Dans les régions touchées par le conflit en **Ukraine**, le soutien du gouvernement du Canada a permis d'**aider des entrepreneures vivant en milieu rural à surmonter des obstacles à la sécurité financière** et à **rendre leurs moyens de subsistance plus résilients**. Le projet a renforcé le pouvoir économique des femmes et élargi leurs possibilités de créer des entreprises et des coopératives. En 2024-2025, le projet a accordé des subventions à 14 entrepreneures vivant en milieu rural pour améliorer leurs entreprises. Du soutien a aussi été fourni à plus de 1 100 membres de 17 coopératives agricoles. Une formation approfondie sur les techniques agricoles et l'entrepreneuriat, conçue pour répondre aux besoins des agricultrices, leur a notamment été donnée. Le projet a également aidé les organisations partenaires de la société civile à mettre en place un programme de défense des droits des femmes. Il a renforcé l'autonomie et la résilience financières des femmes. Dans 94 % des ménages ayant bénéficié du soutien fourni dans le cadre du projet, les femmes ont participé activement à la prise de décisions économiques, y compris au sujet des ventes et de l'utilisation des intrants agricoles. La représentation des femmes dans les conseils d'administration élus des coopératives est passée d'environ 33 % à plus de 46 %. Leur présence accrue dans des postes de direction a contribué à améliorer la gouvernance des coopératives et les résultats financiers des entrepreneures rurales. Pour en savoir plus, voir : Développement de l'entrepreneuriat pour les populations rurales touchées par les conflits (SOCODEVI, près de 8 millions de dollars, 2020-2025).

Une autre façon de contribuer à rendre les économies durables et inclusives consiste à **accroître l'accès à l'économie numérique** et à assurer l'accès à l'Internet des communautés mal desservies.

- Par exemple, le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE), contribue à ce que **les PRFI disposent des outils et des capacités nécessaires pour participer à l'économie numérique**. La collaboration d'ISDE avec le **Secteur du développement des télécommunications (UIT-D) de l'Union internationale des télécommunications (UIT)** contribue à renforcer la gouvernance multilatérale et met en lumière le rôle de premier plan que le Canada joue pour promouvoir l'inclusion numérique au sein du système des Nations Unies. En 2024-2025, ce soutien a permis de faire avancer les initiatives de l'UIT-D dans le cadre de la Coalition pour le numérique Partner2Connect [en anglais seulement], une « force mondiale pour l'inclusion numérique ». En collaborant avec l'UIT pour connecter les communautés non desservies ou mal desservies, d'importants progrès ont été réalisés grâce au financement du Canada. Entre autres, plus de 3 millions de nouvelles connexions à l'Internet ont été mises en place dans des pays à faible revenu, et la priorité a été accordée aux femmes, aux jeunes et aux personnes vivant dans des zones rurales ou isolées. L'initiative a également permis à plus de 1 200 décideurs et représentants d'organismes de réglementation de PRFI de suivre des formations sur l'inclusion numérique, la résilience en matière de cybersécurité et l'égalité des genres dans les politiques relatives aux technologies de l'information et des communications. Pour en savoir plus, voir la page d'ISDE sur cette initiative (près de 5,5 millions de dollars par an, 2018-2027).

Renforcer la résilience économique

Des économies plus fortes dans les PRFI ouvriront de nouvelles possibilités pour le Canada en matière de commerce et d'investissement. Le renforcement économique de ces pays contribue également à un **monde plus sûr et prospère en réduisant la pauvreté et les inégalités**. En 2024-2025, le Canada a

continué d'investir dans une foule d'**initiatives visant à renforcer la résilience économique** des pays partenaires. En voici des exemples :

- Dans **la région de l'Asie-Pacifique**, l'investissement du Canada a contribué à renforcer la capacité des pays à créer des **partenariats public-privé pour les infrastructures**. Il a également contribué à intégrer des dispositions en faveur des femmes et des filles dans les partenariats public-privé qui ont été établis dans la région. En 2024-2025, le Mécanisme de préparation des projets en Asie-Pacifique a tenu compte de l'égalité des genres dans tous les nouveaux projets d'assistance technique, notamment en intégrant des dispositions à cet égard dans les accords de partenariats public-privé, des objectifs d'emploi des femmes, des pratiques inclusives en milieu de travail et des caractéristiques relatives à la sécurité et à l'accessibilité favorisant l'égalité des genres dans les infrastructures. Pour en savoir plus, voir Mécanisme de préparation des projets en Asie-Pacifique (Banque asiatique de développement, 20 millions de dollars, 2015-2025).
- En **Afrique,** le soutien du gouvernement du Canada a contribué à **renforcer les entreprises**, notamment des petites et moyennes entreprises (PME) dirigées par des femmes :
  - Le programme Accélérer la croissance des entreprises régionales en Afrique de l'Est a permis de créer des emplois et d'accroître les revenus de PME dans **7 pays d'Afrique de l'Est** grâce à des initiatives de perfectionnement des compétences et de mobilisation des ressources. En 2024-2025, RENEW International Canada, en partenariat avec l'East Africa Regional Exchange Network, a renforcé les compétences et les connaissances de plus de 1 300 personnes en matière de préparation au commerce et à l'investissement et de leadership. Ce programme a également soutenu 9 nouveaux investissements (sur un total de 25 investissements) dans des secteurs comme les services financiers, la distribution alimentaire et l'énergie propre. Ces investissements ont donné lieu à des ventes de près de 12,2 millions de dollars dans la région (34 % par des entreprises dirigées par des femmes), ont créé plus de 1 625 emplois et ont fait bondir les revenus de 2,617 %. Pour en savoir plus, voir : Accélérer la croissance des entreprises régionales en Afrique de l'Est (RENEW International Canada, 20 millions de dollars, 2022-2028).
  - Dans les régions les plus pauvres et les plus touchées par l'insécurité alimentaire du **nord du Ghana,** nos investissements ont aidé de petites exploitantes agricoles et des entrepreneures à **accroître leurs revenus, leur sécurité alimentaire et le bien-être de leur foyer**. Grâce au soutien du projet Améliorer les perspectives des femmes en milieu rural 2, des productrices d'arachides ont doublé leur revenu annuel, tandis que celui des productrices de soja a augmenté. Un **accès plus sûr à des terres** et l'**accès accru à des services financiers**, à des **services après la récolte et à des intrants agricoles de qualité** ont contribué à accroître les revenus. Pour accroître leur **résilience économique**, des exploitantes agricoles ont suivi une formation sur les pratiques agricoles adaptées au climat et la culture maraîchère en saison sèche. Une formation sur la nutrition a permis de sensibiliser davantage les femmes et de les amener à diversifier leur alimentation. Leur participation à la prise de décision au sein du foyer a également augmenté. En parallèle, les femmes ont réduit le nombre d'heures consacrées à la prestation de soins non rémunérée, tandis que la contribution des hommes s'est accrue à cet égard. Pour en savoir plus, voir : Améliorer les perspectives des femmes en milieu rural 2 (Mennonite Economic Development Associates of Canada, 25 millions de dollars, 2021-2026).
- Le Canada a démontré qu'il est un partenaire fiable pour promouvoir la **croissance inclusive et l'égalité des genres**, notamment dans les communautés rurales aux prises avec la pauvreté et la marginalisation. Par exemple, en **Égypte**, le gouvernement du Canada aide le gouvernement à

renforcer le pouvoir économique des femmes et à réduire le chômage. En 2024-2025, ce financement a soutenu la création des premières coopératives agroalimentaires détenues et dirigées par des femmes en Égypte. Ces coopératives ont maintenant des plans d'affaires ainsi que des partenariats à longueur d'année avec 6 entreprises privées, ce qui améliore leur productivité et leur accès aux marchés. Le projet Promouvoir les opportunités économiques pour les femmes dans l'agroalimentaire en Égypte a permis à 125 femmes d'obtenir de la formation en entrepreneuriat et un soutien technique personnalisé. Il a aussi conduit à l'élaboration du premier manuel d'entrepreneuriat spécialement adapté aux femmes du secteur agroalimentaire en Égypte, qui est maintenant mis à la disposition des parties prenantes dans ce pays. Grâce à ce projet, 52 entrepreneures ont également pu participer à d'importants salons professionnels nationaux, notamment Food Africa et Torathna. Cette participation a permis aux bénéficiaires de conclure des contrats de vente d'une valeur de 73 000 $ et de dégager des marges bénéficiaires allant de 25 % à 35 %. Deux entreprises agroalimentaires ayant participé au programme ont obtenu le sceau d'égalité des genres égyptien. Pour en savoir plus, voir : Promouvoir les opportunités économiques pour les femmes dans l'agroalimentaire en Égypte (affectation supplémentaire) (Alinea International, environ 4,8 millions de dollars, 2020-2025).

Éliminer les obstacles au renforcement du pouvoir économique des femmes

En 2024-2025, les investissements du gouvernement du Canada en aide internationale sont demeurés axés sur les **moyens d'aider les entreprises, les organisations, les communautés et les gouvernements à faire en sorte que les femmes puissent exercer leurs droits économiques**. À cette fin, il faut s'attaquer aux inégalités relatives à la prestation de soins non rémunérée et rémunérée. Il s'agit aussi de faciliter l'accès des femmes à de meilleurs emplois, de même que l'accès des entreprises dirigées par des femmes aux services essentiels dont elles ont besoin pour prospérer et durer.

- **La prestation de soins**, qu'elle soit rémunérée ou non, repose principalement sur les épaules des femmes et des filles et demeure un obstacle à l'égalité des genres et à la croissance économique. Même si la prestation de soins est reconnue comme un pilier des économies [en anglais seulement], elle est rarement reconnue à sa juste valeur. En 2024-2025, le gouvernement du Canada a continué de mettre en œuvre son engagement de 100 millions de dollars visant à **corriger les inégalités** qui existent concernant la **prestation de soins non rémunérée et rémunérée** dans les PRFI :
    - En **Afrique**, le travail accompli par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada favorise des stratégies d'atténuation novatrices afin que la prestation de soins non rémunérée n'entraîne pas l'exclusion économique, à la lumière de données ventilées selon le genre. Une initiative appuie 19 nouveaux modèles fondés sur des données probantes, conçus pour élargir l'accès à des services essentiels, comme des services de garde d'enfants de qualité. Au **Kenya**, par exemple, les commentaires recueillis auprès de 600 vendeuses dans des marchés démontrent que l'accès à des services de garde d'enfants abordables et de qualité accroît les moyens de subsistance des femmes et le rendement de leurs entreprises. Ces données probantes orientent déjà les efforts des administrations locales pour améliorer les soins à l'enfance dans 45 marchés urbains et établir des normes relatives aux services de garde d'enfants qui pourront être transposées à l'échelle nationale. Pour en savoir plus, voir : Mettre à l'échelle les innovations en soins en Afrique (CRDI, 25 millions de dollars, 2023-2027).
    - Au **Vietnam,** un projet a encouragé la participation des femmes à l'économie. En effet, le projet intitulé Faire progresser l'autonomisation économique des femmes au Vietnam a aidé des femmes vivant en milieu rural et des femmes issues de minorités ethniques à se sentir

davantage parties prenantes des décisions de leur ménage. Grâce à de meilleurs outils comme des fourneaux ayant facilité leurs tâches ménagères et amélioré leurs moyens de subsistance, les femmes ont consacré moins de temps à la prestation de soins non rémunérée, ce qui leur a donné le temps de prendre part à des activités génératrices de revenus ou d'assister aux séances de formation offertes dans le cadre du projet au sujet de moyens de subsistance durables, du leadership et de l'acquisition de compétences en communication. Plus de 80 % des femmes se sont senties plus confiantes après avoir participé à la formation en affaires donnée au cours du projet. Pour en savoir plus, voir : Faire progresser l'autonomisation économique des femmes au Vietnam (CARE Canada, 6,6 millions de dollars, 2021-2027).

- En **Colombie**, un projet a renforcé les systèmes de soins dans tous les ordres de gouvernement, faisant de ce thème une priorité. Au niveau local, une politique nouvellement approuvée a exigé que les considérations liées aux soins soient intégrées dans les plans de développement du territoire. Le projet a renforcé les capacités des organisations de défense des droits des femmes à défendre cette politique. Il a aussi permis d'accroître les capacités de centaines de femmes et de fonctionnaires. Pour en savoir plus, voir : Sociétés bienveillantes (ONU Femmes, 7,2 millions de dollars, 2023-2028).

- Le financement du gouvernement du Canada a contribué à réduire les obstacles au renforcement du pouvoir économique des femmes dans d'**autres secteurs économiques** en faisant en sorte qu'elles aient un **accès équitable à la formation, aux ressources et aux services** pour assurer la pérennité de leurs entreprises. Par exemple :

  - Dans le secteur des **pêches**, le financement du Canada a aidé des femmes vivant dans des communautés côtières des **îles du Pacifique** à **accéder à des débouchés économiques** dans un secteur traditionnellement dominé par les hommes. La facilitation de l'accès à la formation les a aidées à participer davantage à la gouvernance des pêches. À la fin de 2024, 344 femmes avaient eu accès à des ressources et à des services pour renforcer leur résilience, notamment face aux changements climatiques. Le projet a également permis de former 138 personnes à des techniques d'augmentation de la valeur ajoutée des pêches. Pour en savoir plus, voir : Renforcer la pêche artisanale dans les îles du Pacifique (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], 2 millions de dollars, 2020-2025).

  - Pour réussir dans l'**industrie agroalimentaire**, il est essentiel que les gens aient un accès accru et équitable aux marchés, à la formation et au soutien technique. Au **Ghana**, les investissements du Canada visent à appuyer les efforts déployés par le gouvernement pour aider les exploitants agricoles, en particulier les femmes, à trouver de meilleurs débouchés économiques. Afin d'accroître l'**accès aux marchés,** les bureaux d'agriculture ont mis en place de nouvelles plateformes pour mettre les exploitants agricoles en contact avec des acheteurs, notamment lors de foires commerciales, dans des groupes WhatsApp et dans des marchés satellites. Ces efforts ont permis de relier plus de 27 000 agriculteurs aux marchés des produits, et la participation des femmes est passée de 36 % à 38 %. **L'accès aux services** a également joué un rôle de premier plan : **l'amélioration des équipements** destinés aux groupes de transformation agroalimentaire dirigés par des femmes a accru la production et allégé l'effort physique exigé par leur travail. Des **services de vulgarisation** essentiels (formation, conseils, technologies adaptées au climat, gestion après la récolte) ont été destinés à 132 500 agricultrices d'un bout à l'autre du pays. Pour en savoir plus sur le programme, voir : Modernisation de l'agriculture au Ghana (gouvernement du Ghana, 130,1 millions de dollars, 2017-2027).

- En 2024-2025, le financement du gouvernement du Canada a également contribué à éliminer les obstacles à la **résilience économique des femmes réfugiées et migrantes**. Par exemple, dans le cadre d'un projet financé par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT), le gouvernement du Canada a contribué à soutenir la croissance économique inclusive en faveur des femmes migrantes et réfugiées en **Colombie**, en **Équateur** et au **Pérou.** Parmi les activités réalisées, mentionnons le soutien à la création d'une commission binationale sur la reconnaissance mutuelle des compétences entre la Colombie et l'Équateur, qui a amélioré l'accès à l'emploi et la reconnaissance des compétences pour les femmes migrantes et réfugiées. L'OIT a également organisé des ateliers sur le recrutement équitable, l'entrepreneuriat et la discrimination en milieu de travail. Deux ateliers de renforcement des capacités ont été organisés au Pérou, auxquels 40 dirigeants d'organisations de la société civile (OSC) locales ont participé, et des discussions se sont tenues avec diverses OSC équatoriennes qui soutiennent les femmes transgenres. Pour en savoir plus sur le projet de l'OIT, voir : *Integramos* – Renforcer la capacité du gouvernement et des acteurs de la société civile à améliorer l'intégration socioéconomique des réfugiées et migrantes vénézuéliennes en Colombie, en Équateur et au Pérou [en anglais seulement] (4 millions de dollars, 2024-2027).

Histoire de changement

Croissance bleue, avenir vert : renforcement de la sécurité alimentaire dans la région de l'Indo-Pacifique

En savoir plus sur le soutien du Canada à la croissance économique inclusive en 2024-2025

Politique
Politique de champ d'action : La croissance au service de tous

Autres

- Union internationale des télécommunications – Secteur du développement (UIT-D)
- Coalition pour le numérique Partner2Connect [en anglais seulement]
- Aide publique au développement du Canada – ISDE

Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles

Les inégalités fondées sur la diversité sexuelle et de genre demeurent omniprésentes dans le monde entier. Par exemple, en 2024, 50 000 femmes et filles ont été tuées par leur conjoint ou un membre de leur famille, soit une toutes les 10 minutes, selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et ONU Femmes. Les inégalités persistantes rendent des communautés moins stables et moins sûres, ce qui met en péril la sécurité mondiale. L'augmentation du nombre de conflits et de crises à l'échelle mondiale creuse ces inégalités, ce qui entraîne une hausse de la violence sexuelle et fondée sur le genre. Selon le rapport de 2025 du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence liée aux conflits [en anglais seulement], la violence sexuelle dans les zones de conflit s'est fortement accrue en 2024, soit de 25 % par rapport à l'année précédente, et les femmes et les filles représentent 92 % des personnes touchées par cette violence. Des mouvements coordonnés menacent également les droits des femmes, des filles et des membres de la communauté 2ELGBTQI+. Par exemple, de 2019 à 2023, 275 organisations participant à des initiatives de lutte contre l'égalité des genres ont recueilli du financement d'une valeur équivalant à 1,18 milliard de dollars américains en Europe, selon le Forum parlementaire européen pour les droits sexuels et reproductifs [en anglais seulement].

Le gouvernement du Canada demeure résolu à promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles, en particulier celles qui sont les plus pauvres et celles qui sont exclues sous l'effet d'une discrimination systémique. Il est également déterminé à défendre d'autres valeurs fondamentales, comme les droits de la personne et la démocratie. Le Canada harmonise ses efforts avec ceux d'importantes organisations multilatérales et d'autres donateurs qui soutiennent que les investissements dans l'égalité des genres sont un important moteur de la croissance économique. Selon la Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre 2024-2030, ces investissements sont cruciaux pour réduire la pauvreté et améliorer la cohésion sociale.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a appuyé des initiatives visant à :

- prévenir et combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre, ce qui comprend des pratiques préjudiciables, comme les mariages d'enfants, les mariages précoces et forcés, ainsi que la mutilation génitale des femmes ou l'excision;
- renforcer les organisations et les mouvements de défense des droits des femmes;
- appuyer l'élaboration de politiques et la mise en œuvre de programmes visant l'égalité des genres, qui se fondent sur des données probantes.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a décaissé environ 261 millions de dollars dans ce champ d'action, dont 254 millions de dollars sont considérés comme de l'aide au développement officielle. Dans l'ensemble, nos programmes d'égalité des genres et de renforcement du pouvoir des femmes et des filles ont permis de réaliser 469 projets dans 130 pays. La section qui suit donne des exemples d'initiatives qui ont été financées et de leurs résultats dans ce champ d'action.

Point de mire sur les réussites

Prévenir et combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre

Pour promouvoir l'égalité entre des genres et les droits des femmes, il est essentiel de lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre (VSFG) sous toutes ses formes. En 2024-2025, près de

57 millions de personnes ont bénéficié de projets financés par Affaires mondiales Canada qui ont contribué à prévenir, à combattre et à éliminer la violence sexuelle et fondée sur le genre, notamment les mariages d'enfants, les mariages précoces et forcés, ainsi que la mutilation génitale des femmes.

- Les mariages d'enfants et les mariages précoces et forcés constituent une forme de violence sexuelle et sexiste encore répandue dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire. Le gouvernement du Canada, grâce à son soutien de longue date, a contribué aux progrès importants qui ont été accomplis pour réduire ces pratiques dans les pays où elles sont les plus courantes. En 2024-2025, le gouvernement du Canada a contribué à :
  - améliorer le sort de plus de 8,4 millions d'adolescentes dans **12 pays d'Afrique et d'Asie**. Le soutien apporté par le Canada par l'intermédiaire du Programme global pour mettre fin au mariage d'enfant Unicef – Fonds des Nations Unies pour l'enfance, a permis à des adolescentes **de s'inscrire à l'école, d'y retourner ou d'y rester**. Il s'agit là d'un facteur clé pour retarder les mariages et ouvrir aux filles plus de choix et de possibilités d'avenir. Grâce à ce programme, plus de 3,5 millions de filles âgées de 10 à 19 ans bénéficient d'initiatives de protection sociale, de réduction de la pauvreté et de renforcement de leur pouvoir économique. Dans les 12 pays participants, le programme a aidé à renforcer les lois et les cadres politiques nationaux afin d'éliminer les mariages d'enfants aux niveaux national et infranational. Entre autres, un soutien a été fourni concernant la rédaction, la proposition ou l'adoption de 79 politiques ou instruments juridiques. Pour en savoir plus, voir : Programme global pour mettre fin au mariage d'enfant (UNICEF, 35 millions de dollars, 2023-2028);
  - **diminuer le nombre de mariages d'enfants et de mariages précoces et forcés au Bénin et au Cameroun.** Le pourcentage de jeunes femmes mariées avant l'âge de 18 ans a chuté pour s'établir à 4 % dans les régions du **Bénin** ayant bénéficié du programme. Au **Cameroun**, il est tombé à 8 %. Il s'agit d'un changement important par rapport au niveau de référence de 2019. Dirigée par des jeunes filles et conçue en collaboration avec des adolescentes, une initiative ayant bénéficié du soutien du gouvernement du Canada a contribué à accroître leur leadership. Elle les a aidées à changer les choses dans leurs propres communautés. En 2024-2025, cette initiative a permis à 400 filles et à plus de 800 garçons de suivre une formation sur l'égalité des genres, la santé et les droits sexuels et reproductifs, la protection de l'enfance et la représentation civique. À la fin du projet, plus de 27 000 adolescents, dont 60 % de filles, avaient reçu une formation. Grâce à la sensibilisation et à la formation des communautés et des autorités, l'initiative a eu une incidence directe sur les taux de mariages d'enfants et de mariages précoces et forcés. Pour en savoir plus, voir : Plan pour les filles (Plan International Canada, 18,1 millions de dollars, 2018-2025).
- Les investissements du gouvernement du Canada ont aussi aidé à renforcer la capacité des intervenants concernés (institutions gouvernementales, organisations de la société civile et communautés) d'assurer **l'efficacité des mécanismes de prévention de la VSFG et d'intervention** dans ces situations. Ces mécanismes comprennent l'accès à la justice et à des services juridiques pour les personnes ayant vécu ce type de violence. Voici des exemples à cet égard :
  - Des investissements ont permis d'améliorer l'**accès à des services de protection et de soutien** pour les personnes ayant vécu de la VSFG en **Ukraine.** Les taux de VSFG ont augmenté depuis le début du conflit. Des communautés, qu'elles se trouvent près de la ligne de front ou dans des régions plus sûres, sont aux prises avec ces violences. Le financement du Canada a permis au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) de fournir des services pertinents à plus de 12 500 personnes en 2024-2025. Le projet a permis de mettre à

jour les modes d'aiguillage et d'accroître les efforts de sensibilisation du public. Ainsi, les personnes ayant subi des violences et les membres des communautés ont pu obtenir plus facilement des renseignements fiables sur les services disponibles et la façon d'y accéder. Le projet a également permis à des administrations et à des institutions locales en Ukraine de coordonner des mesures efficaces de prévention et d'intervention en matière de violence sexuelle et fondée sur le genre. Du soutien technique et spécialisé a entre autres été fourni. Pour en savoir plus, voir : Réaliser une percée municipale en matière de réponse efficace à la violence sexuelle et sexiste (FNUAP, 14 millions de dollars, 2021-2026).

- Le financement du Canada a aidé à **renforcer les systèmes de justice, à améliorer et élargir les services aux victimes et à favoriser la prévention de la VSFG au Sri Lanka**. En soutenant le PNUD, le Canada a contribué à ce que 71 agents de la Commission d'aide juridique suivent une formation sur les pratiques juridiques tenant compte de la spécificité des genres. Ainsi, une aide juridique a pu être fournie dans le cadre de 78 affaires de VSFG dans 5 provinces. Le projet a aussi rendu possible la tenue de 30 audiences à distance de tribunaux. De plus, 5 organismes de défense des droits des femmes ont lancé des programmes pilotes qui aideront les victimes de violence à réintégrer la société sur le plan économique après avoir quitté un refuge. Les efforts ont également mené à l'approbation et au lancement du Plan d'action national multisectoriel du Sri Lanka sur la violence sexuelle et fondée sur le genre (2024-2028). Pour favoriser la création de ce plan d'action, le PNUD a appuyé l'établissement de mécanismes de coordination aux niveaux national et provincial. Le plan assure la prestation de services d'aide juridique dans 5 provinces. Pour en savoir plus, voir : Améliorer l'accès à la justice pour les survivants et survivantes de violence sexuelle et fondée sur le genre (PNUD, 5 millions de dollars, 2023-2027).
- En **République démocratique du Congo (RDC)**, l'appui du gouvernement du Canada au PNUD a permis une **action plus coordonnée et durable face à la VSFG**. Le soutien accordé a également contribué **à aider des communautés à mieux protéger les droits des femmes.** Pour y parvenir, le programme a notamment établi un total de 54 mécanismes communautaires de prévention jusqu'à l'exercice 2024-2025. Ces mécanismes rassemblent 200 membres de différents secteurs, soit des chefs de quartier, des policiers et divers représentants d'associations. Lors des réunions mensuelles, les membres travaillent ensemble pour évaluer les risques, sensibiliser les résidents et aiguiller les victimes vers les services appropriés. Le programme a contribué à renforcer le pouvoir de 100 personnes ayant vécu de la violence, qui ont reçu une formation en tant que cheffes de file de leurs communautés. Pour en savoir plus, voir : Justice, autonomisation et dignité (affectation supplémentaire) (PNUD, 31 millions de dollars, 2018-2026).

Renforcer les organisations et les mouvements de défense des droits des femmes

L'un des moyens les plus efficaces de **faire progresser l'égalité des genres et le développement durable** consiste à appuyer les organisations de défense des droits des femmes et les mouvements féministes. Ce soutien permet de bâtir des sociétés civiles plus dynamiques et contribue à renforcer les institutions démocratiques, à établir des partenariats mondiaux plus stables et à favoriser une paix et une sécurité durables.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a fourni **un soutien à 1 300 organisations de défense des droits des femmes dans plus de 100 pays** par l'entremise du programme Voix et leadership des femmes (VLF) et du Fonds Égalité. Ce soutien les a aidées à renforcer leurs capacités et à devenir plus pérennes. Le **financement souple** procuré à ces organisations leur a permis de mieux répondre à de

nouveaux besoins apparaissant dans la communauté, surtout en période de crise ou après des catastrophes naturelles.

- En 2024-2025, le financement du gouvernement du Canada a aidé à améliorer la **gouvernance, les stratégies de défense des intérêts et les programmes communautaires d'organisations de défense des droits des femmes dans 54 pays**. Ce soutien s'est inscrit dans une initiative phare du Canada, le Programme Voix et leadership des femmes (VLF), un investissement de 150 millions de dollars sur 5 ans (2018-2023). Le programme VLF a aidé des organisations de défense des droits des femmes à accroître leur capacité d'influer sur l'élaboration des politiques et de faire mieux connaître les points de vue de communautés qui sont souvent laissées pour compte. Il leur a également permis de mieux répondre aux besoins des communautés dans plusieurs domaines, dont l'aide humanitaire, la croissance économique, la paix et la sécurité, et la lutte contre la VSFG. Voici quelques-unes des réalisations de l'année 2024-2025 à ce chapitre :
    - Au **Bangladesh, 16 organisations locales de défense des droits des femmes** ont amélioré leurs **activités, leur gouvernance et leurs systèmes financiers** et joué un **plus grand rôle de chef de file** dans leurs milieux. Grâce au programme VLF, ces organisations ont contribué à 2 réformes des politiques nationales, notamment le projet de loi sur l'emploi à l'étranger et les migrants (amendement – 2023) et la modification des règles électorales de l'Assemblée nationale (2008). La première réforme a rendu les migrations plus sûres en élargissant les mesures de protection destinées aux travailleurs migrants, tandis que la deuxième a permis aux personnes transgenres de se présenter aux élections nationales. Les organisations ont représenté des groupes confrontés à des obstacles systémiques, comme les dalits (« intouchables »), les femmes autochtones, les personnes transgenres et les femmes en situation de handicap. Réalisation notable, l'accès aux services de santé pour les personnes transgenres a été élargi grâce à de nouveaux comptoirs de service spécialisés dans les hôpitaux. Ce changement de politique a amélioré l'accès aux soins de santé des personnes transgenres et réduit la discrimination et l'attente avec lesquelles celles-ci devaient composer lorsqu'elles recevaient des soins médicaux. Les organisations ont influé sur les réformes des politiques en établissant des alliances plus robustes avec d'autres organisations régionales de défense des droits des femmes et en dialoguant avec des décideurs. Pour en savoir plus, voir : Voix et leadership des femmes – Bangladesh (Manusher Jonno Foundation, plus de 6,8 millions de dollars, 2019-2025).
    - En **Jordanie**, les **femmes qui travaillent en agriculture et qui font des travaux domestiques** sont souvent plus vulnérables à l'exploitation et aux violations de leurs droits, et elles peuvent subir de l'exclusion. **Les organisations jordaniennes de défense des droits des femmes ont renforcé leur capacité d'offrir à ces femmes des programmes plus efficaces et de plus longue durée**, grâce au soutien du Programme VLF. Elles y sont parvenues en améliorant leur planification stratégique et leur collecte de données numériques et en adoptant des pratiques de suivi et d'évaluation dans une optique féministe. Cet investissement a permis à des organisations locales d'offrir de l'aide juridique à plus de 1 000 travailleuses. Pour en savoir plus, voir : Voix et leadership des femmes – Moyen-Orient (Oxfam-Québec, plus de 1,8 million de dollars, 2022-2025).
- Le gouvernement du Canada **aide des organisations de défense des droits des femmes à renforcer leurs capacités à susciter des changements en faveur de l'égalité des genres dans leurs milieux**. Le Fonds Égalité est un outil puissant qui peut leur permettre d'y arriver. En 2024-2025, le Fonds a soutenu 129 organisations de défense des droits des femmes et féministes dans 100 pays à revenu faible ou intermédiaire (29 millions de dollars en subventions). Il utilise un modèle d'investissement qui tient compte de l'égalité des genres et effectue une analyse comparative entre

les sexes dans toutes ses décisions financières. En utilisant le **rendement de ses investissements**, le fonds offre des subventions flexibles et pluriannuelles à différentes organisations et divers mouvements. Par exemple :

- En **Géorgie**, les personnes ayant vécu de la VSFG continuent de se heurter à des obstacles et à des services de soutien insuffisants. L'appui du gouvernement du Canada au Fonds Égalité a contribué à atténuer ce problème et à **renforcer la prévention de la violence** et les **mécanismes locaux de protection**, en plus d'avoir **contribué à créer un environnement plus réceptif et plus favorable aux personnes ayant vécu de la VSFG**. Par exemple, en 2024-2025, les efforts menés par un partenaire du Fonds Égalité ont permis d'améliorer la capacité d'intervenants clés à identifier les cas de VSFG, à offrir un soutien direct aux victimes et à les aiguiller vers des services de confiance. L'organisation a formé 60 prestataires de soins de santé et enseignants, ainsi qu'une centaine de membres de groupes de pairs dans 10 municipalités de la Géorgie. L'organisation partenaire a également accru la sensibilisation et élargi l'accès à des informations vitales en tirant parti de plateformes numériques pour créer le centre de ressources numériques pour les victimes de violence familiale. Il s'agit d'une banque de renseignements complets sur les services juridiques, psychosociaux et médicaux disponibles. Avec plus de 17 000 visiteurs et 25 000 pages vues au cours de l'année, cette ressource est devenue essentielle, en particulier pour les femmes vivant dans les régions rurales, éloignées et touchées par un conflit. Une dizaine de municipalités ont intégré le centre de ressources numériques à leurs sites Web.
- En **Ukraine**, le Fonds Égalité a accordé du **financement destiné à des interventions rapides qui a aidé des communautés aux prises avec des conditions de crise sans précédent en raison du conflit en cours**. Ces conditions ont exercé de nouvelles pressions sur les organisations de défense des droits des femmes et les groupes communautaires pour qu'ils interviennent et réagissent. Le financement a permis à l'Ukrainian Women's Fund de verser des subventions à 14 organisations de défense des droits des femmes en 2024-2025. Pour ces organisations, l'obtention d'un financement de base flexible est essentielle pour qu'elles puissent offrir leur soutien. Elles ont pu venir en aide à plus de 730 femmes et répondre à divers besoins des communautés. Elles ont entre autres fourni du soutien psychologique à des femmes en situation de handicap et ont réinstallé des activistes.

Pour en savoir plus, voir : Fonds Égalité : soutenir le financement d'organisations de femmes dans les pays en développement (Fonds Égalité, 300 millions de dollars, 2019-2035).

Appuyer l'élaboration de politiques et la mise en œuvre de programmes qui se fondent sur des données probantes

L'élaboration de politiques et la mise en œuvre de programmes efficaces, fondés sur des données probantes et assortis d'une reddition de comptes sont essentielles pour faire progresser l'égalité des genres. Ce sont ces caractéristiques qui font en sorte que les politiques et les programmes peuvent s'attaquer aux **causes profondes** des inégalités systémiques. Ainsi, les organisations sont amenées à appliquer les politiques de façon transparente et à obtenir des résultats concrets et mesurables.

En 2024-2025, les investissements réalisés par le gouvernement du Canada ont aidé des **acteurs étatiques et non étatiques nationaux et infranationaux à renforcer leurs capacités et leurs systèmes pour faire avancer l'égalité des genres par leurs politiques, lois, budgets, programmes et services**. Ces investissements ont aidé ces acteurs à générer, à utiliser et à diffuser des données probantes sur l'égalité des genres. En voici des exemples :

- Dans les **Caraïbes**, le financement du gouvernement du Canada appuie la mise en place de **mesures législatives permettant de s'attaquer aux inégalités immédiates et systémiques entre les hommes et les femmes**. Il fait avancer l'égalité des genres et contribue à **renforcer les capacités des parlements et des organisations de la société civile des Caraïbes**. Ce soutien favorise un processus plus **participatif d'élaboration de politiques assorties d'une reddition de comptes** et renforce la **gouvernance fondée sur des données probantes.** De plus, les partenaires ont appliqué l'analyse comparative entre les sexes à des problèmes qui touchent la région, comme les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe. En 2024-2025, ce soutien a :
    - contribué à la création ou à l'amélioration de caucus favorisant l'égalité des genres dans au moins **6 parlements** (**Belize**, **Dominique**, **Grenade**, **Suriname**, **Sainte-Lucie** et **Trinité-et-Tobago)**;
    - contribué à la réforme de comités et à l'élaboration de procédures de consultation publique en **Jamaïque**;
    - permis d'aider des acteurs étatiques, dont des parlementaires, des membres du personnel parlementaire et des membres de ministères, surtout des femmes, à prendre des décisions plus éclairées et équitables. L'initiative a permis de leur offrir de la formation sur le leadership, l'analyse comparative entre les sexes et l'élaboration de lois inclusives. Elle a eu un effet multiplicateur important en **améliorant les procédures parlementaires** et les politiques institutionnelles ainsi qu'en favorisant l'intégration des considérations liées à l'égalité des genres dans les processus législatifs.

  Pour en savoir plus, voir : Renforcement des capacités politiques pour une gouvernance axée sur le genre dans les Caraïbes (ParlAmericas, 2,5 millions de dollars, 2022-2026).

Histoire de changement

Un front unifié : des jeunes de la région rurale de Ngong se mobilisent pour empêcher le mariage d'une amie

En savoir plus sur le soutien du Canada à l'égalité des genres et au renforcement du pouvoir des femmes et des filles en 2024-2025

Politique
Politique de champ d'action : L'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles

Autre

- Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à mettre fin au mariage d'enfants
- Politique du Canada des partenariats avec la société civile pour l'aide internationale : une approche féministe
- Accueil – Fonds Égalité
- Programme Voix et leadership des femmes renouvelé

Éducation

Le monde est aux prises avec une crise qui s'aggrave dans le domaine de l'éducation. Aujourd'hui, des millions d'enfants et de jeunes, qui vivent principalement dans des pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI), ne vont pas à l'école. L'absence de possibilités de faire des études touche de façon disproportionnée les filles, les réfugiés, les enfants en situation de handicap et les personnes vivant dans des zones de conflit ou de crise. Même chez les élèves qui vont à l'école, les résultats scolaires sont souvent peu reluisants. Soixante-dix pour cent des jeunes de 10 ans qui vivent dans des PRFI sont incapables de lire un texte simple, et ce taux s'élève à 90 % en Afrique subsaharienne. Les trois quarts des jeunes n'ont pas les compétences nécessaires pour occuper un emploi décent.

Le rôle moteur de l'éducation dans la stabilité économique, la prospérité et la paix n'est plus à démontrer. Chaque année de scolarité supplémentaire augmente de 10 % le revenu personnel. L'éducation réduit également les taux de pauvreté et accroît la stabilité politique, en réduisant le risque de conflit de 20 %. Chaque dollar investi dans l'éducation des filles peut en générer trois fois plus et améliorer la croissance du produit intérieur brut mondial.

L'éducation produit des avantages concrets pour les gens, les communautés et le monde. Au-delà de l'apprentissage, les écoles servent de « pôles » où les élèves peuvent obtenir des services essentiels dans des secteurs comme l'eau et l'assainissement, la santé physique et mentale, la nutrition et le soutien psychosocial.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a investi dans un éventail de programmes et d'initiatives qui ont visé à :

- assurer une éducation de qualité;
- promouvoir l'acquisition de compétences de qualité, axée sur la demande et visant à favoriser l'égalité des genres;
- améliorer la qualité de l'éducation et le développement des compétences dans les situations de conflit, de crise et de fragilité.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a décaissé environ 308 millions de dollars dans ce champ d'action. De ce montant, 308 millions de dollars sont considérés comme de l'aide au développement officielle. Ces investissements ont porté sur 347 projets réalisés dans 133 pays. La section qui suit donne des exemples d'initiatives qui ont été financées et de leurs résultats dans ce champ d'action.

Point de mire sur les réussites

Assurer une éducation de qualité

Les investissements du gouvernement du Canada en aide internationale contribuent à renforcer des systèmes d'éducation dans le monde entier en les rendant **plus sûrs et mieux adaptés aux besoins de tous les enfants**, y compris ceux qui sont issus de communautés marginalisées. Ces investissements aident les pays partenaires à transformer leurs **systèmes d'éducation nationaux en modèles inclusifs** fondés sur l'égalité des genres, le renforcement du pouvoir des jeunes et la sensibilisation culturelle.

- En **Palestine**, le financement accordé par le gouvernement du Canada a contribué à **améliorer la qualité de l'éducation des enfants du primaire, en particulier des filles**. Un projet de Right to Play International a surpassé la plupart de ses objectifs, même s'il a été mis en œuvre dans un environnement très difficile. Parmi les résultats obtenus en 2024-2025 :

- 943 enseignants du primaire ont reçu une formation;
- 962 visites de mentorat ont été effectuées;
- 472 séances de sensibilisation des parents ont été organisées;
- 89 « communautés de pratique » ont été établies;
- 157 installations scolaires ont été remises en état.

Dans l'ensemble, les enseignants, les élèves et les parents ont fait état d'une amélioration des relations sociales entre les élèves (augmentation de près de 20 %). Ils ont également signalé une amélioration du bien-être psychosocial (augmentation du double) et une plus grande participation aux activités scolaires (87 %). La plupart des conseillers participants ont adopté des méthodes d'apprentissage fondées sur le jeu et favorisant l'égalité entre les genres. Cette façon de faire a amélioré la façon dont les élèves ont perçu leurs enseignants. L'adoption de méthodes d'enseignement à distance et en mode hybride a aussi permis au projet d'atteindre un plus grand nombre d'étudiants. Pour en savoir plus sur, voir : MA'AN/Ensemble : Vers une éducation sensible au genre et porteuse d'autonomie pour les enfants (Right to Play, 11 millions de dollars, 2019-2024).

- Au **Mozambique**, le financement du Canada a permis **d'élargir l'accès à une éducation inclusive de qualité pour les filles** vivant dans les régions ciblées en aidant Aide à l'enfance Canada à collaborer avec des dirigeants de communautés afin de remettre en question les normes et les pratiques néfastes qui empêchent les filles de recevoir une éducation. En 2024-2025, des jalons importants ont été atteints grâce à ce financement qui a permis :
  - de s'attaquer aux difficultés associées à la **non-scolarisation d'enfants et de jeunes** qui n'avaient pas été en mesure de participer au système d'éducation formel. Pour y arriver, les responsables du projet ont lancé une initiative d'éducation communautaire afin d'offrir des cours visant à permettre l'acquisition de compétences de base en lecture et en calcul. Les adolescents ont ainsi pu réacquérir des aptitudes essentielles pour faciliter leur réintégration dans le système éducatif officiel;
  - d'élargir la portée d'un club de rattrapage scolaire qui a comblé des lacunes fondamentales en matière d'apprentissage;
  - d'organiser 56 activités de promotion des bibliothèques communautaires et d'activités de lecture et de mathématiques pour les filles, les garçons et leurs familles (environ 2 100 personnes, dont 1 200 femmes et filles et 5 enfants en situation de handicap y ont participé);
  - de tenir des discussions qui ont approfondi la compréhension des normes liées au genre de champions et championnes de l'égalité des genres [en anglais seulement]. Ces séances les ont aidés à examiner l'effet de rites d'initiation sur le renforcement des stéréotypes liés au genre, comme l'établissement d'un lien entre le fait d'avoir des menstruations et d'être prête pour le mariage. Les participants au projet ont mentionné avoir changé leurs attitudes, en particulier au sujet de la valeur de l'éducation des filles et du mariage des enfants.

  Pour en savoir plus, voir : Sa place est à l'école (Aide à l'enfance Canada, 30 millions de dollars, 2021-2026).

- Les investissements du Canada en **Amérique latine** améliorent aussi l'**accès à une éducation inclusive de qualité.** Ils aident à faire en sorte que les **étudiants autochtones** et les **familles à faible revenu** ne soient pas laissés pour compte.
  - Au **Guyana**, un projet dirigé par l'UNICEF a permis d'**élargir les services de développement de la petite enfance** à plus de 12 000 enfants dans 74 communautés, dont des communautés autochtones. Dans l'ensemble, ce projet a également contribué à modifier les normes liées au genre dans les services d'éducation des jeunes enfants. Par exemple, au cours de la durée de

vie du projet, le nombre d'hommes ayant pris part à une formation sur le soutien émotif a augmenté considérablement, passant de 48 (en 2021) à plus de 2 300 (fin 2024). Pour en savoir plus, voir : Promouvoir un apprentissage et un mode de vie sûrs et sains (UNICEF, 3 millions de dollars, 2017-2026).

- Au **Pérou**, le Canada a également aidé l'UNICEF à **rendre les écoles plus sûres**. Le projet a notamment permis de mieux conscientiser près de 700 000 adolescents et adolescentes au signalement de la violence fondée sur le genre dans les écoles. L'UNICEF a aussi contribué à la **promotion de l'égalité des genres dans le système éducatif national** en appuyant la création de 116 politiques nationales et infranationales, dépassant largement son objectif initial de 6 politiques. Pour en savoir plus, voir : Éducation et droits pour les adolescents marginalisés (UNICEF, 19,8 millions de dollars, 2017-2024).

Promouvoir l'acquisition de compétences de qualité, axée sur la demande et visant à favoriser l'égalité des genres

Le gouvernement du Canada a réalisé des **investissements ayant permis des changements transformateurs** partout dans le monde en soutenant des initiatives inclusives d'éducation et d'acquisition de compétences favorisant l'égalité des genres et pertinentes pour le marché. Ces initiatives ont été de portée mondiale ou nationale.

Le gouvernement du Canada a contribué à l'obtention de résultats en appuyant des initiatives ayant eu une **portée mondiale** :

- En 2024, le gouvernement du Canada a aidé **19,6 millions de jeunes** (50 % de filles et de jeunes femmes) à **acquérir des compétences pertinentes pour le marché**. En tant que donateur principal de l'initiative Generation Unlimited (GenU) [en anglais seulement] de l'UNICEF, le Canada aide des jeunes à acquérir les **compétences nécessaires pour prospérer dans l'économie numérique.** Pour ce faire, l'initiative offre un enseignement et une formation techniques et professionnels (EFTP), du mentorat et des stages axés sur la demande. Plus précisément, grâce à l'initiative phare de GenU, Passport 2 Earning [P2E – en anglais seulement], le Canada a aidé des jeunes d'une quinzaine de pays à acquérir gratuitement des compétences de calibre mondial et pertinentes pour le marché de l'emploi. À la fin de 2024, 5 millions de jeunes s'étaient inscrits à des cours dans le cadre de l'initiative P2E, et le taux d'achèvement s'élevait à 80 %. Ces cours visaient à développer des compétences numériques ou en intelligence artificielle. Lancée en octobre 2022, l'initiative P2E offre des services en partenariat avec des organisations du secteur privé, des fondations et des gouvernements, notamment du Canada, du Royaume-Uni et du Qatar. Pour en savoir plus, voir : GenU – Appui institutionnel, GenU – l'initiative Green Rising et Initiatives numériques – préparer les jeunes pour un monde meilleur (UNICEF, 60 millions de dollars, 2024-2029).

Le gouvernement du Canada a également contribué à l'obtention de résultats en appuyant des initiatives ayant eu une **portée nationale** :

- En **Asie du Sud** :
  - Le gouvernement du Canada a contribué au **renforcement des systèmes d'EFTP** au **Bangladesh.** En 2024-2025, le projet Promouvoir un système de formation aux compétences sensibles au genre (PROGRÈS) avait permis de former plus de 2 100 entrepreneurs et 1 600 jeunes défavorisés, dont des femmes et des membres de communautés autochtones. Environ 950 fonctionnaires et formateurs en EFTP ont également reçu une formation sur l'intégration des considérations liées à l'égalité des genres dans leur travail. En 2024-2025, afin de susciter un élan national, les responsables du projet ont mis sur pied un groupe de travail interinstitutionnel

sur l'égalité des genres et les compétences, composé de représentants d'organismes gouvernementaux, d'établissements de formation et d'employeurs de premier plan pour promouvoir la tenue d'un dialogue sur les politiques et assurer l'intégration des considérations liées à l'égalité des genres dans la formation professionnelle et l'emploi. Pour en savoir plus, voir : PROGRÈS (OIT, 20 millions de dollars, 2020-2027).

- Le financement du Canada a permis de **doubler les inscriptions dans des programmes d'EFTP** au **Bhoutan, en collaboration** avec le Collège Humber du Canada. En 2024-2025, malgré des lacunes persistantes concernant la représentation des femmes et l'équité, ainsi que les politiques de diversité et d'inclusion, le financement a contribué à réaliser des progrès importants. Les inscriptions aux programmes d'EFTP sont devenues plus inclusives et ont compté un plus grand nombre de femmes (33 %). Pour la première fois, des personnes en situation de handicap ont pu s'inscrire. De plus, les 10 établissements publics d'EFTP ont mis sur pied des comités sur l'inclusion des femmes et des personnes en situation de handicap. Ces comités ont rédigé des plans d'action et les membres ont reçu une formation sur la planification favorisant l'égalité des genres, l'enseignement inclusif et les cadres juridiques. Pour en savoir plus, voir : Éducation et formation professionnelles au Bhoutan (The Humber College Institute of Technology and Advanced Learning, 4,96 millions de dollars, 2022-2027).

- Dans les **Caraïbes**, l'expertise canadienne favorise **l'acquisition de compétences de qualité, axées sur la demande et visant à favoriser l'égalité des genres dans les programmes d'EFTP**. Les résultats montrent que des investissements ciblés dans des programmes d'EFTP et l'acquisition de compétences peuvent contribuer à la résilience climatique, à l'égalité des genres et à la préparation de la main-d'œuvre. En 2024-2025, le projet Compétences pour accéder à l'économie verte a contribué à **renforcer les capacités de la main-d'œuvre** : 358 jeunes (47 % de femmes) ont obtenu leur diplôme d'un programme d'EFTP axé sur le climat. Un plus grand nombre de diplômés (plus de 85 %) que l'année précédente (76 %) ont trouvé que leur formation avait été **pertinente et avait tenu compte de la dimension de genre.** L'initiative a aussi permis de **renforcer les capacités institutionnelles de 340 employés** en **Jamaïque**, à **Sainte-Lucie**, à la **Grenade**, à la **Dominique**, au **Belize** et au **Guyana**. La formation a porté sur les méthodes d'enseignement inclusives, notamment la conception universelle de l'apprentissage. Pour en savoir plus, voir : Compétences pour accéder à l'économie verte (Collèges et instituts Canada, 19 millions de dollars, 2018-2026).

Améliorer la qualité de l'éducation et le développement des compétences dans les situations de conflit, de crise et de fragilité

Dans les régions et les pays fragiles ou touchés par des conflits ou des déplacements de populations, l'éducation protège les enfants et les jeunes. Elle permet également de ramener une certaine stabilité et de jeter les bases d'un rétablissement durable. Les investissements du gouvernement du Canada donnent la priorité aux femmes et aux filles, s'attaquent aux causes sous-jacentes des inégalités et renforcent les systèmes locaux pour soutenir la fourniture de services éducatifs dans les conditions les plus difficiles.

- Le gouvernement du Canada aide à maintenir l'accès en toute sécurité à une éducation inclusive et de qualité, tant pour les étudiants que les enseignants, dans des communautés touchées par des crises dans des régions de l'**Éthiopie**, du **Mali**, du **Cameroun,** du **Niger**, du **Soudan du Sud** et de l'**Ouganda**. En 2024-2025, le soutien accordé par le gouvernement du Canada dans le cadre de ce programme a donné les résultats suivants aux niveaux systémique et communautaire :

- 248 organisations communautaires ont renforcé leurs capacités grâce à de la formation sur la gouvernance, les finances, les ressources, la mobilisation, les opérations et la participation communautaire;
- 54 organisations ont reçu du financement pour mettre en œuvre des initiatives, notamment pour améliorer des écoles;
- 641 enseignants ont amélioré leurs compétences pour qu'elles correspondent aux normes nationales, ou en ont acquis dans le cadre de programmes approuvés de formation des enseignants;
- 53 écoles ont été améliorées et sont devenues des lieux d'apprentissage plus sûrs et accueillants pour les filles;
- l'accès à une éducation formelle ou non formelle a été élargi pour plus de 18 000 enfants et jeunes;
- en **Éthiopie** et en **Ouganda**, plus de 11 000 élèves ont reçu du matériel scolaire et des trousses de dignité qui ont favorisé le bien-être des filles et les ont aidées à continuer d'aller à l'école (les trousses contenaient des articles essentiels pour l'hygiène personnelle).

Pour en savoir plus sur ce programme, voir : Éducation pour les enfants et les jeunes réfugiés et déplacés en **Afrique subsaharienne** (40,7 millions de dollars, 2022-2028). Ce programme englobe les initiatives Des résultats plus brillants en Éthiopie : renforcer les OSC pour l'éducation des enfants déplacés (Aide à l'enfance Canada, 6 millions de dollars, 2022-2026), Renforcement du pouvoir (Right to Play, 7,9 millions de dollars, 2022-2025), Éducation et développement des réfugiés (LIRE) (Plan International Canada, 13 millions de dollars, 2022-2027) et Prêt pour le succès (War Child Canada et Oxfam, 13,8 millions de dollars, 2022-2025).

- En **Afghanistan**, depuis le retour des talibans, les autorités de facto qui dirigent le pays empêchent les femmes et les filles afghanes de recevoir une éducation formelle. Le gouvernement du Canada s'est engagé à renverser cette tendance, notamment dans l'enseignement secondaire et supérieur. Le gouvernement du Canada a aidé près de 700 jeunes Afghanes à **accéder à un enseignement au niveau secondaire en ligne**. De plus, 50 Afghanes ont pu s'inscrire à des programmes universitaires en dehors de l'Afghanistan. Pour en savoir plus, voir : Soutien à l'éducation secondaire des filles afghanes (Right to Learn Afghanistan, 2,5 millions de dollars, 2024-2026) et l'initiative Appui à l'enseignement supérieur et au leadership des femmes afghanes (Asian University for Women Support Foundation, 5 millions de dollars, 2024-2029).
- Le financement versé par le Canada a contribué à **améliorer l'accès à des services d'éducation** et de santé pour les réfugiés afghans et les communautés d'accueil marginalisées dans les régions touchées par les inondations au **Pakistan**. Ce soutien a aidé le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à fournir des services à environ 6,5 millions de bénéficiaires en prenant les mesures suivantes :
  - remise en état et conversion à l'énergie solaire de 6 établissements de santé et de 25 écoles;
  - distribution de 11 700 trousses de dignité à des femmes et des filles en 2024;
  - formation de 840 réfugiées afghanes en artisanat.

  Pour en savoir plus, voir : Services essentiels pour les réfugiés afghans et les communautés d'accueil au Pakistan (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 10 millions de dollars, 2023-2024).
- Dans les **Amériques**, les résultats obtenus traduisent bien le **changement d'orientation du gouvernement du Canada, qui est passé d'un soutien humanitaire à court terme à un appui à des réformes inclusives et à long terme en éducation**. Ces **réformes visent à protéger le droit à l'éducation des enfants et des jeunes déplacés et touchés par des crises**. Par exemple, le

soutien accordé à l'UNICEF a contribué à rendre les **services d'éducation et d'acquisition de compétences plus accessibles et inclusifs pour les enfants et les adolescents vénézuéliens déplacés** ainsi que ceux des communautés d'accueil. Le projet, même après qu'il a pris fin en 2024, a contribué à l'élaboration d'une politique régionale en éducation qui a jeté les **bases d'interventions coordonnées entre les pays** en cas de déplacements de populations dans l'avenir. Dans 3 pays de concentration, soit la **Colombie**, l'**Équateur** et le **Pérou** :

- plus de 6 500 enfants vénézuéliens (50 % de filles) ont été inscrits dans les systèmes scolaires nationaux, et le taux de persévérance scolaire a été de 93 %;
- une formation sur l'enseignement dans les situations d'urgence a été donnée à 4 300 enseignants, dont 96 % ont déclaré se sentir mieux préparés à donner un enseignement favorisant l'égalité des genres;
- 8 000 enfants ont participé à des activités d'apprentissage non formelles et ont reçu un soutien psychosocial.

Pour en savoir plus, voir : Éducation pour les enfants et les adolescents vénézuéliens et des communautés d'accueil dans la région andine (UNICEF, 9 millions de dollars, 2022-2024).

Histoire de changement

Un enseignant, une cour d'école et le pouvoir du jeu

En savoir plus sur le soutien du Canada à l'éducation en 2024-2025

Politique

Politique de champ d'action : La dignité humaine (éducation)

Santé mondiale et nutrition

Les crises humanitaires, les changements climatiques, le manque de financement et les menaces à la sécurité sanitaire continuent de peser sur les systèmes de santé, tout en touchant de manière disproportionnée les personnes les plus pauvres et marginalisées. Pour bien des gens dans le monde, il reste difficile de recevoir des soins de santé essentiels et de répondre à leurs besoins nutritionnels de base. En 2024, on estimait que 50 % de la population mondiale n'avait pas accès à des soins primaires de qualité et que pas moins de 720 millions de personnes étaient en proie à la faim et à l'insécurité alimentaire. Selon la Banque mondiale [en anglais seulement], il est crucial d'investir en priorité dans la santé pour favoriser une croissance durable et, entre autres, l'expansion économique, la création d'emplois, la sécurité, la prospérité collective et l'obtention de meilleures retombées sociales.

L'accès à des services de santé de qualité et la mise en œuvre d'interventions adéquates en cas d'éclosions nécessitent des systèmes de santé robustes et équitables. Grâce au soutien du gouvernement du Canada, nos partenaires répartis dans le monde entier s'emploient à améliorer la prévention et le traitement des maladies et à renforcer les systèmes de soins de santé primaires pour mieux lutter contre la malnutrition, élargir l'accès à des services de santé sexuelle et reproductive et empêcher les éclosions de se transformer en pandémies. Les vaccins préviennent les maladies et protègent des millions de personnes, en particulier les enfants. La lutte contre la malnutrition et les interventions soutenues dans le domaine de la nutrition permettent de préserver le potentiel humain. Pour réduire le nombre de cas évitables de mortalité maternelle et renforcer le pouvoir économique des femmes, il est essentiel d'aider celles-ci à exercer pleinement leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a appuyé des partenaires et investi dans un éventail de programmes et d'initiatives visant à améliorer :

- les services de santé;
- la nutrition;
- la santé et les droits sexuels et reproductifs.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a décaissé environ 1 416 millions de dollars dans ce champ d'action. De ce montant, 1 414 millions de dollars sont considérés comme de l'aide au développement officielle. Ces investissements ont porté sur 476 projets réalisés dans 135 pays. La section qui suit donne des exemples d'initiatives qui ont été financées et de leurs résultats dans ce champ d'action.

Point de mire sur les réussites

Accroître l'accès à des services de santé inclusifs et de qualité

Dans bien des pays, la capacité de répondre aux besoins des citoyens en matière de santé et de nutrition est restreinte par la fragilité du système de santé et le manque de disponibilité, de qualité et d'accessibilité des services. En **élargissant l'offre de services de santé de qualité**, le gouvernement du Canada a aidé des prestataires de services de santé à surmonter ces difficultés dans un certain nombre de pays. Ces efforts ont entre autres donné les résultats suivants :

- **L'amélioration de la prévention des maladies par l'élargissement de l'accès à des services de vaccination systématique pouvant sauver des vies et à des systèmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène.** Le soutien que le Canada a

accordé à l'UNICEF a permis de **renforcer les systèmes de santé dans 11 pays**. Ces pays ont renforcé leurs capacités à administrer des vaccins et à atteindre des groupes prioritaires, comme les travailleurs de la santé, les personnes atteintes d'affections sous-jacentes, les femmes enceintes et les groupes vulnérables. Ils ont également intégré la vaccination contre la COVID-19 dans leurs services de santé courants. Par exemple, dans cette initiative, l'UNICEF a aidé le **Bangladesh** à renforcer son engagement de **gérer efficacement les vaccins**. L'UNICEF a également travaillé en collaboration avec des gestionnaires de systèmes de santé pour élaborer des procédures normalisées de fonctionnement relatives à la logistique de la chaîne d'approvisionnement, a contribué à améliorer l'équipement de la chaîne du froid pour les vaccins dans 52 districts, a distribué 25 000 transporteurs de vaccins et a installé 84 chambres froides. Pour en savoir plus, voir : Livraison de vaccins contre la COVID-19 et renforcement des systèmes de santé (UNICEF, 110 millions de dollars, 2022-2025), de même que tous les projets réalisés dans le cadre de l'initiative COVID-19 : Initiative mondiale pour l'équité vaccinale du Canada.

- **L'amélioration de la prestation des services et l'élargissement de l'accès à des services essentiels de qualité** dans les États de Bauchi et de Sokoto, au **Nigéria**, en faveur de 300 000 personnes, dont 246 000 adolescentes et jeunes femmes. Plan International Canada a formé 740 prestataires de soins de santé (plus de 400 agentes de soins de santé primaire, 210 membres du personnel de cliniques scolaires et 120 agents de santé communautaires). Plus de 400 intervenants du secteur de l'éducation ont également reçu une formation spécialisée leur ayant permis de renforcer leurs connaissances sur la santé et les droits sexuels et reproductifs et la prévention de la violence fondée sur le genre. Dans l'ensemble, un plus grand nombre d'adolescentes et de jeunes femmes se sont dites à l'aise d'exercer leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive et d'accéder à des services de santé. La création de clubs de pères (regroupant plus de 11 000 hommes) appuyés par le projet et ayant une vaste portée, ainsi que la tenue de dialogues intergénérationnels (plus de 17 000 parents) ont contribué à l'obtention de ces résultats. Pour en savoir plus, voir : Santé sexuelle et reproductive des adolescents au Nigéria (ASPIRE) (Plan International Canada, 20,5 millions de dollars, 2021-2026).

- L'amélioration de la **sécurité sanitaire** grâce au renforcement de la capacité à **détecter et prévenir l'apparition de maladies infectieuses, ainsi qu'à intervenir dans ces situations**, par exemple :
    - Le soutien du Canada a contribué à **améliorer et accélérer la riposte mondiale aux éclosions de mpox**, ce qui a aidé à protéger la population au Canada et en Afrique. La mpox, une zoonose négligée, mais réapparue dans plusieurs pays d'Afrique centrale et de l'Ouest, peut provoquer une maladie pouvant être fatale et entraîner une stigmatisation importante. Une initiative réalisée conjointement par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) a permis d'établir un réseau panafricain de surveillance génomique dans 9 pays africains : le **Cameroun**, la **République démocratique du Congo (RDC)**, le **Ghana**, le **Kenya**, le **Libéria**, le **Nigéria**, le **Rwanda**, la **Sierra Leone** et l'**Ouganda**. En collaboration avec des chercheurs de 5 provinces canadiennes, l'initiative a également permis de mettre en place des systèmes d'alerte précoce permettant de diffuser des données en temps réel pour renforcer les activités de surveillance de la mpox et les interventions des responsables de la santé publique, des décideurs et des communautés touchées. Ces efforts ont contribué à **contenir l'éclosion** : en effet, lorsqu'une souche mortelle de la mpox est apparue en Afrique centrale au début de l'année 2024, une équipe de chercheurs a pu la **détecter** rapidement et sonner l'alarme. En **RDC**, ayant découvert que le virus était un nouveau variant transmissible entre humains, l'équipe de recherche a prédit que la maladie évoluerait rapidement. Par conséquent, les responsables de la santé de la RDC et des pays voisins ont élaboré des plans d'intervention rapide pour

contenir le virus. Ces plans ont contribué à réduire le temps de confirmation des cas de mpox en RDC à moins de 72 heures au lieu des 2 à 3 semaines nécessaires lors de l'éclosion précédente en 2022. Pour en savoir plus, voir : Améliorer la surveillance et la détection de la mpox en Afrique (1,65 million de dollars, 2023-2027).

- Le gouvernement du Canada joue également un rôle essentiel pour **améliorer la prévention et le traitement de la mpox** en faisant appel à ses meilleurs experts. L'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) a répondu à une demande du Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie de l'OMS. Des **professionnels et des spécialistes des urgences canadiens qualifiés** ont été choisis pour participer à des activités menées par l'UNICEF pour combattre la mpox dans la ville éloignée de Lodja, en RDC. Cette mission a été axée sur la coordination de la riposte à la mpox dans la province, notamment la gestion des partenaires, du personnel et du matériel. L'ASPC a également fourni du soutien technique aux autorités gouvernementales afin d'améliorer la coordination, la planification et l'expertise relative à cette maladie. Au sein de l'équipe de l'UNICEF, un spécialiste des urgences de l'ASPC a coordonné les efforts entre de nombreux programmes opérationnels. Cette coordination a permis de renforcer les efforts déployés en permanence par l'UNICEF pour lutter contre le virus grâce à la construction et à la mise en service de 25 centres de traitement de la mpox dans 8 zones sanitaires. Ces centres ont permis d'offrir des soins médicaux et nutritionnels et de l'aide alimentaire aux patients et aux soignants, et ont également permis de superviser des travailleurs de la santé. Des travailleurs sur le terrain ont également reçu une formation en cours d'emploi pour améliorer leurs capacités d'intervention.

Faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs

D'importantes disparités concernant la santé sexuelle et reproductive et les droits en la matière empêchent toujours les femmes de prendre leurs propres décisions et d'être pleinement autonomes à cet égard. Il en découle des risques accrus pour la santé des femmes et des filles, qui ont des effets négatifs sur leur santé et représentent l'une des principales causes de décès et de maladie dans les pays à faible revenu.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a investi 762 millions de dollars dans 421 projets qui ont été mis en œuvre dans 130 pays pour promouvoir l'autonomie des femmes en les sensibilisant à la santé et aux droits sexuels et reproductifs et en les encourageant à adopter des comportements sains. Ce soutien a permis d'**élargir l'accès à des services et à l'éducation sur la santé et les droits sexuels et reproductifs**, de faire en sorte que les **jeunes se renseignent sur leur santé et leurs droits** et **d'offrir des services de santé dans des régions éloignées et mal desservies**. Il a aussi contribué à **renforcer les systèmes publics** et a continué de **favoriser des changements à long terme**. Ces initiatives ont non seulement aidé à répondre à des besoins immédiats, mais elles ont aussi conduit à des changements de perceptions, à la mise en place d'institutions inclusives et à la création de milieux où les femmes et les jeunes peuvent s'épanouir. En voici quelques exemples :

- Le soutien du gouvernement du Canada a contribué à **promouvoir la santé sexuelle et reproductive et les droits en la matière et à faire progresser l'égalité des genres** en **Tanzanie**, au **Sénégal** et au **Burkina Faso.** En 2024-2025, il a contribué à **prévenir** plus de 230 décès maternels, 221 000 grossesses non désirées et 61 000 avortements non sécuritaires dans les 3 pays participants en **aidant les gouvernements et les partenaires du secteur de la santé à rendre les services de santé sexuelle et reproductive essentiels plus accessibles**, notamment les services de contraception et les soins post-avortement. Il a également permis aux femmes et aux filles d'exercer un plus grand contrôle sur leur santé reproductive et de faire des

choix éclairés au sujet de leur avenir. Pour en savoir plus, voir : Faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs (MSI Reproductive Choices, 10 millions de dollars, 2023-2027).

- Le gouvernement du Canada a travaillé en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour combler des lacunes relatives à la santé et aux droits sexuels et reproductifs afin d'aider les femmes et les jeunes en **Égypte.** Dans l'ensemble, ces efforts ont permis **d'améliorer l'accès à la planification familiale dans les régions mal desservies et d'encourager la prise de décisions éclairées en matière de reproduction** en fournissant des services à plus de **768 000 femmes** par l'entremise de 335 cliniques mobiles. Afin d'assurer la **qualité des soins et des conseils** dispensés, plus de 1 500 femmes prestataires de services de santé ont reçu une formation sur les services axés sur les droits. L'initiative a également contribué à **renforcer le pouvoir des femmes** en assurant leur accès à des informations et à des connaissances pertinentes pour faire des choix au sujet de leur santé reproductive. En offrant une formation ciblée à 1 100 jeunes, le FNUAP a contribué à **donner aux jeunes les moyens** d'organiser des activités de sensibilisation et de divertissement éducatif qui ont atteint plus de 76 000 membres de la communauté. Grâce à cette formation, les jeunes ont pu mieux transmettre des informations à leurs pairs au sujet des droits reproductifs, des pratiques préjudiciables et de la violence fondée sur le genre. Pour en savoir plus, voir : Combler les lacunes en matière de la santé et les droits sexuels et reproductifs en Égypte (FNUAP, 5 millions de dollars, 2019-2024).

- Le gouvernement du Canada a également accordé un soutien au FNUAP pour sensibiliser les **adolescents à la santé sexuelle et reproductive et aux droits en la matière** au **Honduras**. Cette initiative d'une durée de 8 ans a **permis d'accroître, dans l'ensemble du pays, la sensibilisation** à la nécessité de prévenir les grossesses chez les adolescentes et de promouvoir concrètement leurs droits.
    - Ella a permis l'élaboration d'une version préliminaire de Politique nationale sur la santé des jeunes en 2025. Elle a permis d'apporter des changements en appuyant les décideurs; en effet, ces derniers ont élaboré 15 instruments de politique en 8 ans.
    - Pour mieux **informer** les jeunes, les responsables du projet ont organisé une tournée de mobilisation et des activités culturelles adaptées aux jeunes et ils ont créé des groupes de liaison technique.
    - Le projet a **mobilisé des intervenants de premier plan** : 8 institutions gouvernementales et non gouvernementales ont intégré dans leur planification des stratégies adaptées aux adolescents en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs.
    - Le projet a également préparé le terrain à la **reddition de comptes au-delà de sa durée** par la création de plateformes de coordination multisectorielle afin que le dialogue puisse se poursuivre sur les objectifs nationaux en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs.

  Pour en savoir plus, voir : Promotion des droits sexuels et reproductifs des adolescents au Honduras (DEREJUV) (FNUAP, 18,5 millions de dollars, 2016-2025).

Donner accès à des services de nutrition

L'accès à des services de nutrition est crucial pour l'obtention de résultats concrets qui permettent aux gens d'être en santé tout au long de leur vie. Il a également des incidences sur le **taux de scolarisation, la croissance économique et le bien-être général de la population**. En particulier, bien des femmes dans le monde ont encore du mal à obtenir de la nourriture saine en quantité suffisante pour combler leurs besoins et ceux de leurs enfants. Le risque accru de carences vitaminiques qui en découle peut compromettre leur santé et leurs moyens de subsistance, ainsi que ceux de leurs enfants. Un accès

limité à des aliments nutritifs pendant les 2 premières années de la vie et pendant l'adolescence contribue également à augmenter les taux de maladie et de mortalité dans les populations marginalisées.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a investi 737 millions de dollars dans 169 projets axés sur et tenant compte de la nutrition qui ont été mis en œuvre dans 122 pays afin d'offrir des programmes de nutrition tenant compte des différences entre les sexes. En voici quelques exemples :

- Le financement accordé par le Canada a contribué à **renforcer la capacité à prévenir et à contrer la malnutrition chez les femmes, les filles et les enfants**, ainsi que chez d'autres populations vulnérables en **Tanzanie** et en **Ouganda.** Les efforts ont contribué à donner aux communautés et à leurs dirigeants les moyens de s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition. Des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités ont aidé des hommes, des femmes et des jeunes à acquérir un **meilleur contrôle sur les facteurs qui influencent leur nutrition** et celle de leurs enfants**,** soit les **aliments** qu'ils font pousser, l'**eau** qu'ils boivent et les **inégalités** qui continuent de restreindre leur accès à des services. Ainsi, 9 400 personnes ont reçu une formation sur l'**agriculture tenant compte de la nutrition** et les **saines habitudes** alimentaires pour les mères, les nourrissons, les jeunes enfants et les adolescents. Par ailleurs, 29 500 dirigeants locaux et membres de communautés ont reçu une formation sur l'approvisionnement en eau, l'assainissement, l'hygiène et la lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre. Pour en savoir plus, voir : La nutrition équitable entre les sexes (Action contre la faim Canada, 10 millions de dollars, 2023-2028).

Histoire de changement

Entre les mains des sages-femmes : transformer la santé maternelle au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo

En savoir plus sur le soutien du Canada à la santé mondiale et à la nutrition en 2024-2025

Politique

Politique de champ d'action : La dignité humaine (santé et nutrition)

Rapport

L'Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde : mesurer les progrès

Autre

Santé mondiale | CRDI – Centre de recherches pour le développement international

Climat et environnement

Les changements climatiques et la perte de biodiversité déstabilisent les communautés, les entreprises et les économies. Les inondations, sécheresses et autres phénomènes climatiques perturbent les chaînes d'approvisionnement, les systèmes alimentaires et la stabilité économique dans le monde entier. Depuis 10 ans, les catastrophes climatiques ont entraîné le déplacement d'environ 250 millions de personnes à l'intérieur de leur propre pays, soit environ 70 000 personnes par jour. En 2024, environ 192 000 Canadiennes et Canadiens ont dû quitter leur domicile à cause des feux de forêt. La sécurité et la prospérité du Canada dépendent de notre capacité à atténuer les effets des changements climatiques et à conserver un environnement sain.

Dans le cadre de ses engagements internationaux et au moyen de ses mécanismes de financement novateur, le gouvernement du Canada aide les pays en développement à atténuer les changements climatiques et à s'y adapter ainsi qu'à lutter contre la perte de biodiversité. Ces initiatives visent à accélérer la transition vers des économies à faibles émissions et résilientes aux changements climatiques. Lors de la 15e Conférence des Parties (COP 15) à la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies, et ultérieurement à la 29e Conférence des Parties (COP 29) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le Canada s'est engagé à aider les pays en développement à répondre à leurs besoins en matière de protection de la biodiversité et de lutte contre les changements climatiques. L'objectif global consiste à réduire les émissions et à sauvegarder les écosystèmes dans des régions et des pays qui restent particulièrement vulnérables.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada s'est employé à améliorer l'accès des pays en développement à du financement visant à lutter contre les changements climatiques et à préserver la nature en :

- renforçant des partenariats avec des fonds multilatéraux pour le climat et la nature;
- offrant des prêts à des conditions avantageuses, soit à des taux inférieurs à ceux du marché;
- encourageant des intervenants publics et privés à investir;
- aidant des communautés locales et des peuples autochtones à obtenir du financement visant à protéger la nature.

Dans sa stratégie en matière de financement climatique, le gouvernement du Canada utilise une approche axée sur le financement mixte. Le terme « financement mixte » désigne l'utilisation stratégique du financement du développement afin d'attirer du financement additionnel pour le développement durable dans les pays en développement. Dans ce contexte, le Canada attire près de 1,20 $ en capital privé pour chaque dollar en fonds publics qu'il investit dans le cadre de ses engagements internationaux liés au financement climatique. Le Canada peut ainsi tenir ses engagements internationaux tout en stimulant l'économie, en encourageant l'établissement de nouveaux partenariats avec le secteur privé, en diversifiant les échanges commerciaux et en renforçant la sécurité au pays et à l'étranger. Par exemple, en soutenant l'agriculture résiliente aux changements climatiques, le gouvernement du Canada contribue à assurer la stabilité des chaînes d'approvisionnement et des systèmes alimentaires mondiaux qui sont essentiels à son propre marché et aux marchés internationaux.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a décaissé environ 1 597 millions de dollars pour financer des mesures internationales liées aux changements climatiques et à l'environnement, dont 1 150 millions de dollars sont considérés comme de l'aide au développement officielle. Ces investissements ont permis de réaliser environ 450 projets dans 138 pays en partenariat avec plus de 290 organisations, ce qui a généré des incidences mesurables. Les principales stratégies ont été les suivantes :

- mobiliser les entreprises pour améliorer la performance environnementale;
- renforcer la gouvernance environnementale et le pouvoir des femmes;
- promouvoir des pratiques environnementales qui favorisent des communautés en santé, résilientes et capables de s'adapter.

Ces investissements aident le Canada à se rapprocher de ses objectifs en matière d'environnement et de lutte contre les changements climatiques, notamment grâce à l'expertise de la société civile, d'universités et d'entreprises du secteur privé canadiennes ainsi que des peuples autochtones, tout en renforçant sa sécurité économique et son rôle de chef de file à l'échelle mondiale. La section qui suit donne des exemples d'initiatives qui ont été financées et de leur incidence dans ce champ d'action.

Point de mire sur les réussites

Mobiliser les entreprises pour améliorer la performance environnementale

Le programme international de financement de la lutte contre les changements climatiques du gouvernement du Canada stimule la croissance verte grâce à des contributions remboursables qui viennent créer des emplois et donner des moyens d'agir aux entrepreneurs. De 2021 à 2025, ce financement a permis de créer 8 270 emplois dans le secteur de l'énergie propre de pays en développement. Il a aussi aidé plus de 2,3 millions de propriétaires de microentreprises et de petites et moyennes entreprises à développer leurs entreprises vertes. Ces investissements **favorisent le développement durable et la croissance inclusive, ouvrent des débouchés commerciaux pour les entreprises canadiennes et renforcent la réputation du Canada comme chef de file mondial de l'action climatique**. Voici des exemples de projets réalisés en Asie :

- Un projet d'énergie éolienne réalisé au **Laos** illustre bien certains des avantages qui découlent du programme de financement de l'action climatique du gouvernement du Canada. Après avoir reçu un financement à des conditions de faveur du Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie (phase I et II), les responsables de cette initiative de la Banque asiatique de développement (BAsD) ont réussi à **atténuer certains risques**. Ils ont notamment créé une réserve visant à protéger les prêteurs et les investisseurs contre des pertes de revenus dans l'éventualité où la production d'électricité du parc éolien ne pourrait pas alimenter comme prévu le réseau. D'une capacité de 600 mégawatts, ce parc éolien terrestre est le **premier parc éolien du Laos et la première initiative transfrontalière d'énergie renouvelable en Asie** et permet de fournir de l'électricité propre au pays voisin, le Vietnam. Le projet a permis **de créer au moins 1 600 emplois**, dont plus de 1 000 sont occupés par des ressortissants du Laos. Le parc peut fournir suffisamment d'électricité à plus d'un million de ménages locaux. Il devrait permettre de réduire les émissions de CO_2 de 18 millions de tonnes au cours de sa durée de vie de 25 ans, ce qui revient à retirer plus de 5,5 millions de voitures de la circulation pendant un an. Pour en savoir plus sur les initiatives de la BAsD, voir : Projet de parc éolien Monsoon [en anglais seulement], La BAsD signe un prêt pour le premier projet éolien transfrontalier d'Asie [en anglais seulement] et le Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie – II (BAsD, 30 millions de dollars [financement accordé à des conditions de faveur], 2017-2045).
- Le financement du Canada au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) vise à soutenir les **Philippines** et à faire progresser l'objectif commun d'**accroître les investissements publics et privés dans des solutions fondées sur la nature pour encourager l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets**. En 2024-2025, l'initiative du PNUD a permis de créer 2 instruments de financement climatique novateurs, le premier pour soutenir la

conservation des forêts grâce à des crédits de carbone, et le second pour contribuer à combler le déficit de crédit agricole qui s'élève à 6 milliards de dollars américains. Le premier vise à attirer des investisseurs grâce aux revenus générés par les crédits de carbone pour appuyer la conservation des forêts en Asie du Sud-Est et aux Philippines. Le deuxième vise à créer des occasions liées à la régénération agricole et des pêches et à la foresterie grâce à du financement mixte accordé pour encourager l'adoption de pratiques de développement durable dans ces régions. Une assistance technique a également été fournie dans le cadre du projet pour permettre l'intégration de solutions fondées sur la nature dans des partenariats public-privé et la conception d'un accélérateur de solutions fondées sur la nature favorisant des entreprises dirigées par des femmes. Pour en savoir plus, voir : Accélérer le financement vert et climatique aux Philippines (PNUD, 4,5 millions de dollars, 2022-2026).

Renforcer la gouvernance environnementale et le pouvoir des femmes

Le gouvernement du Canada aide d'autres gouvernements et des organisations internationales à financer et à mettre en œuvre des lois et des politiques qui protègent l'environnement, tout en faisant la promotion de l'égalité des genres. Il soutient notamment le **renforcement des politiques et règlements existants** en encourageant l'intégration des considérations liées aux changements climatiques et à la biodiversité ainsi que la **promotion de la participation des femmes dans des rôles de direction** dans le cadre d'initiatives en faveur du climat et de la nature réalisées à l'échelon local grâce à du soutien communautaire direct et à l'établissement de moyens de subsistance durables.

En 2024-2025, la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques a **aidé des gouvernements nationaux, régionaux et locaux du monde entier à renforcer 341 lois, règlements et politiques sur le climat** dans des secteurs comme la conservation de la biodiversité, la gestion des risques liés aux catastrophes, l'égalité des genres, l'énergie renouvelable, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles. Ces efforts ont **stimulé les économies locales, amélioré la sécurité internationale et contribué à créer des conditions commerciales stables.**

- Au **Pérou**, le financement du Canada a aidé à **institutionnaliser la gouvernance inclusive et à promouvoir l'agriculture adaptée au climat et les bio-entreprises**. Ce financement a contribué à l'intégration d'indicateurs relatifs à l'égalité des genres et à l'interculturalité dans des programmes d'agriculture nationaux. Le projet a renforcé la capacité d'agir de producteurs ruraux en leur offrant une formation sur le leadership et il a facilité leur participation à des entreprises respectueuses de l'environnement. Ainsi, plus de 5 500 personnes ont rapidement profité de meilleurs débouchés économiques. De ce nombre, plus de 1 800 femmes ont notamment pu prendre part à des décisions et accéder à du financement vert. À long terme, cela permettra de restaurer la couverture forestière (79 000 hectares) et de réduire les émissions de carbone. Pour en savoir plus, voir : Alliance commerciale Amazon (USAID, plus de 6,2 millions de dollars, 2022-2025).
- Dans la **région des Caraïbes**, le soutien du gouvernement du Canada a aidé à **protéger des femmes et des filles pendant des urgences climatiques** grâce à des subventions ayant permis de couvrir les primes d'assurance et de financer des mesures de protection sociale adaptées aux chocs. Après le passage de l'ouragan *Beryl*, des milliers de femmes (dont des personnes âgées et des ménages dirigés par des femmes) ont reçu du soutien de programmes d'aide ciblés. Le Fonds pour l'énergie durable dans les Caraïbes a été une nouveauté instaurée par le projet. Intégrant des considérations liées à l'égalité des genres dans sa stratégie d'investissement, il a permis de renforcer les rôles joués par les femmes dans le financement et la gouvernance climatiques. Pour

en savoir plus, voir : Fonds d'adaptation climatique pour la CARICOM (Banque de développement des Caraïbes, 20 millions de dollars, 2020-2024).

- Le soutien accordé à la Commission du Mékong [en anglais seulement] a permis de **renforcer la gouvernance et les capacités de surveillance en temps réel des inondations et des sécheresses** dans 81 stations situées dans 4 pays jouxtant le bassin hydrographique du Mékong. Le soutien continu à cette importante plateforme régionale a aidé les pays membres (**Cambodge**, **Laos**, **Thaïlande** et **Vietnam**) à commencer à élaborer des plans d'action nationaux sur l'égalité des genres [en anglais seulement] relatifs à la gouvernance des eaux du bassin. Ces plans prévoient la création d'infrastructures visant à renforcer la résilience en période d'inondations, à soutenir des activités agricoles et à promouvoir le bien-être de l'ensemble des bénéficiaires. Pour en savoir plus, voir : Commission du Mékong – Soutien institutionnel (Commission du Mékong, 2 millions de dollars, 2024-2026).

- Le gouvernement du Canada aide l'**Indonésie** à intégrer des stratégies de croissance verte dans des plans de développement d'une durée de 20 ans dans 3 provinces. Ces efforts ont appuyé la création d'un système d'information permettant au public d'avoir facilement accès aux données gouvernementales pour participer à la gestion forestière au Sulawesi du Sud. Parallèlement, ce projet a mené à la création d'**écoles de terrain pour femmes et à l'intégration de l'analyse comparative entre les sexes dans les processus politiques**. Ces mesures favorisent la participation des femmes à la prise de décisions. En 2024-2025, ces écoles ont donné à de nombreuses femmes au foyer des formations sur les droits des femmes, la santé de la famille, la production de revenus et le leadership, ce qui leur a permis de renforcer leur confiance et d'acquérir de nouvelles compétences en matière de prise de décisions. Pour en savoir plus, voir : Terre pour la vie – paysage durable pour des moyens de subsistance résilients au climat (World Agroforestry Centre, 17 millions de dollars, 2021-2026).

Les investissements du Canada ont un **effet transformateur** sur la gouvernance environnementale et la résilience climatique **au niveau local**.

- Par exemple, les investissements en **Éthiopie** ont **renforcé la gouvernance en contribuant à la création de 2 000 sociétés coopératives communautaires regroupant des utilisateurs de bassins versants**. Ces sociétés jouent un rôle central pour produire des gains environnementaux et favoriser des processus décisionnels inclusifs. Parmi ces 2 000 sociétés coopératives, 1 290 ont élaboré des plans officiels de gestion et d'utilisation de l'eau qui ont aidé à restaurer plus de 1,3 million d'hectares de terres. La principale stratégie suivie pour y arriver a consisté à donner de la formation à des exploitantes agricoles et leurs familles sur la gestion durable des terres et de l'eau. Par exemple, les exploitantes agricoles ont utilisé des méthodes agricoles adaptées au climat pour cultiver 121 000 hectares, dépassant ainsi l'objectif du projet. Ces pratiques ont permis de réduire l'érosion, d'améliorer la fertilité et l'humidité du sol et d'accroître la productivité agricole. Le projet a permis à plus de 253 000 ménages d'entreprendre de nouvelles activités, comme l'aviculture, le commerce, la production de miel et l'aquaculture. Par conséquent, le revenu annuel moyen des ménages participants a augmenté de 77 %, ce qui leur a permis d'améliorer leur accès à des soins de santé et à des services d'éducation et de nutrition. Afin d'améliorer les droits fonciers et la gouvernance, les responsables du projet ont également collaboré avec les autorités pour délivrer plus de 799 000 certificats fonciers de deuxième niveau. Plus de 61 % de ces certificats ont été délivrés à des femmes, à qui l'on avait refusé ces droits auparavant. Les certificats accordent aux exploitants agricoles la propriété légale de leur ferme, ce qui encourage les investissements en agriculture. Pour en savoir plus, voir : Programme de paysages et moyens

de subsistance résilients pour les femmes (Fonds fiduciaires BIRD-Banque mondiale, 20 millions de dollars, 2019-2024).

Un élément important de la gouvernance environnementale consiste à **améliorer les capacités d'effectuer des levés**, afin de renforcer la collecte de données sur l'environnement.

- En 2024-2025, dans le cadre du programme Partenariat d'assistance technique de Ressources naturelles Canada (PAT-RNCan), le gouvernement du Canada a donné du mentorat à la Division des terres et des levés de la Dominique et lui a permis d'apporter des améliorations techniques à ses processus. Un modèle personnalisé de segmentation des données assisté par intelligence artificielle (IA) conçu pour traiter rapidement et efficacement des données d'imagerie à haute résolution a notamment été créé et produit. Une analyse des capacités a aussi été réalisée et suivie d'une formation pratique donnée au personnel de la Division, dont des femmes. RNCan a mis à la disposition de la Division un logiciel et 2 serveurs spécialisés pour lui permettre de traiter localement des charges de travail élaborées au moyen de l'IA. Depuis la clôture du projet, la Division des terres et des levés utilise pour une partie de son travail la solution à source ouverte présentée lors des séances de formation. Elle a également adopté des pratiques de gestion des données, élargi son ensemble de données destinées à la formation et utilisé le matériel et les modèles d'intelligence artificielle de RNCan pour améliorer ses capacités à utiliser la technologie d'établissement de levés fondée sur l'IA pour surveiller les catastrophes en temps quasi réel. Pour en savoir plus sur le programme, voir : PAT-RNCan (plus de 4,4 millions de dollars, 2024-2029).

Promouvoir des pratiques environnementales qui favorisent des communautés en santé, résilientes et capables de s'adapter

Le gouvernement du Canada promeut des pratiques respectueuses de l'environnement qui permettent d'**accroître la résilience, de réduire la pollution et d'améliorer la gestion durable de la nature** dans le monde entier. Les exemples ci-dessous montrent comment le gouvernement du Canada met en pratique ses engagements en faveur de l'environnement dans le monde. Grâce à ce soutien, des technologies agricoles adaptées au climat et des solutions fondées sur la nature sont mises à la disposition de divers partenaires – des entrepreneurs ruraux jusqu'aux populations autochtones, en passant par les groupes de femmes.

- En 2024-2025, le financement du Canada a permis d'aider des agriculteurs et des membres de communautés dans 25 pays d'Afrique subsaharienne. Grâce à l'agroforesterie, à l'agriculture régénératrice, à des pratiques pastorales durables, à la restauration des mangroves et à la production d'algues marines, des organisations de la société civile canadienne, des universités et des partenaires du secteur privé ont aidé des hommes et des femmes vivant en milieu rural et urbain à accroître leur résilience aux changements climatiques, à augmenter leurs revenus grâce à des moyens de subsistance fondés sur la nature et à mieux conserver la biodiversité. Pour en savoir plus, voir : Partenariats pour le climat.

- En 2024-2025, le financement du Canada a servi à **améliorer la gestion des déchets solides** dans des milieux vulnérables. Une initiative a permis d'aider 6 petits États insulaires en développement des Caraïbes (**Belize**, **Grenade**, **Guyana** et **Sainte-Lucie)** et **du Pacifique (Fidji et Samoa)** à développer leurs systèmes de gestion des déchets organiques afin de réduire les émissions de méthane. L'assistance technique et le soutien financier fournis aux États insulaires les aident à mettre en adéquation leurs efforts avec leurs contributions déterminées au niveau national et leurs obligations au titre de l'engagement mondial sur le méthane. Le financement du gouvernement du Canada a permis :

  - de distribuer des trousses de compostage et d'offrir de la formation à plus de 700 ménages et écoles au Belize, à la Grenade, au Guyana et à Sainte-Lucie;
  - de lancer des programmes de compostage dans des écoles au Belize, à la Grenade et au Guyana, auxquels plus de 40 écoles ont participé directement;
  - d'établir un réseau actif composé de 26 hôtels dans les 6 pays, ce qui a permis de diffuser les pratiques de compostage et de tri à la source dans tout le secteur du tourisme d'accueil;
  - de contribuer à l'intégration officielle des déchets organiques dans les stratégies et les plans nationaux de gestion des déchets en cours d'élaboration au Belize, à la Grenade et à Sainte-Lucie.

  Pour en savoir plus, voir : Recycle Organics [en anglais seulement] (Center for Clean Air Policy – ImplementaSur, 8 millions de dollars, 2022-2026).

- En 2024-2025, le projet de détection des navires clandestins, réalisé dans le cadre du Programme pour la biodiversité internationale du gouvernement du Canada, a contribué **à la lutte contre la pêche illégale, au renforcement de la sécurité régionale et de la gouvernance des océans, à la protection de la biodiversité marine et à la promotion des moyens de subsistance côtiers et de la sécurité alimentaire internationale**. Le projet a fait appel à la technologie satellitaire de l'entreprise canadienne MDA et a permis de surveiller 224 millions de kilomètres carrés d'océan, de détecter plus de 4 200 navires clandestins, de soutenir des interventions en cas de déversement de pétrole, de contribuer à des opérations de recherche et de sauvetage et d'intercepter des activités maritimes illégales. Le projet, réalisé en **Colombie**, au **Costa Rica**, en **Équateur**, au **Panama** et au **Pérou**, tient compte de l'engagement du Canada à l'égard du **Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal**. Pour en savoir plus, voir : Détection des navires clandestins (WildAid et Pêches et Océans Canada, 5 millions de dollars, 2024-2026).

En 2024-2025, l'aide du Canada a contribué à d'importants progrès en vue de **renforcer les mécanismes de financement et de protection contre les risques climatiques tenant compte de la dimension de genre**. Par exemple :

- Dans le cadre d'une initiative menée par le Programme alimentaire mondial (PAM), le Canada a contribué au renforcement des mécanismes de financement et de protection contre les risques climatiques dans un certain nombre de pays africains, dont le **Burkina Faso**, **Madagascar**, le **Mali**, la **Mauritanie**, le **Mozambique**, la **Somalie**, le **Soudan**, la **Gambie**, la **Zambie** et le **Zimbabwe**. En 2024, ce projet a permis de rejoindre plus de 1,8 million de personnes vulnérables en leur offrant du soutien venant de primes d'assurance. En effet, au **Burkina Faso**, au **Mozambique**, en **Zambie** et au **Zimbabwe**, le versement d'indemnités d'assurance a permis à 527 000 personnes de recevoir de l'aide vitale, notamment des trousses d'alimentation ou des transferts en espèces après des catastrophes naturelles. L'initiative a également permis d'améliorer les mesures de protection contre les risques climatiques et d'analyser les considérations liées à l'égalité des genres, ce qui a aidé à modifier les mesures de préparation et de réponse aux catastrophes. Par exemple, en **Somalie**, l'analyse a révélé que les femmes avaient un accès limité aux systèmes d'alerte précoce et étaient exclues des processus décisionnels. Au **Mozambique**, ces consultations ont mis en évidence les obstacles auxquels se heurtent les femmes et les personnes handicapées pour accéder au financement et à l'information en matière de risque. À la suite de cette analyse, la Somalie et le Mozambique **ont élaboré des plans de travail ciblés axés sur la planification inclusive, le renforcement des capacités, l'élaboration de programmes et le suivi.**

Pour en savoir plus, voir : Soutien au programme Réplica de la Capacité africaine de gestion des risques (Replica de la CAGR, 12 millions de dollars, 2023-2027).

Il est essentiel d'aider des communautés à adopter des **solutions fondées sur la nature** pour protéger la biodiversité et favoriser la durabilité environnementale, la résilience climatique et la santé. En 2021, le Canada a promis d'investir 20 % de ses engagements en matière de financement climatique dans des solutions climatiques fondées sur la nature et des projets qui apportent des avantages connexes pour la biodiversité. En 2024-2025 :

- Le gouvernement du Canada a continué de contribuer à la **résilience climatique,** à l'**amélioration du développement technologique** et au **transfert de solutions fondées sur la nature** dans des milieux vulnérables, comme les États insulaires des **Îles Salomon** et du **Samoa**. Pour ce faire, le Canada appuie financièrement depuis longtemps le Centre de coordination des technologies climatiques (CTCN) des Nations Unies, dont il est membre du conseil consultatif. Le CTCN offre un soutien technique à des pays à revenu faible ou intermédiaire et collabore avec eux pour renforcer leurs compétences en matière de développement et de transfert de technologies. L'utilisation de technologies alimentées par l'intelligence artificielle a notamment permis d'établir un plan de gestion intégrée des zones côtières aux **Îles Salomon**. Un cadre et une méthodologie ont également été élaborés pour mesurer les puits de carbone dans le secteur de la foresterie au **Samoa**. Pour en savoir plus, voir : CTCN (6 millions de dollars, 2022-2026).

Le gouvernement du Canada a aidé des communautés éloignées et hors réseau de partout dans le monde à améliorer leur **accès à des sources d'énergie renouvelable**. Par exemple :

- L'initiative mondiale pour la transition des collectivités éloignées vers les énergies renouvelables Canada-IRENA a permis de recueillir des données probantes pour contribuer à la prise de mesures, à la diffusion d'informations et au renforcement des capacités. Dans ce contexte, 2 évaluations de pays ont été lancées, un modèle opérationnel a été élaboré, 10 nouveaux partenariats ont été établis et une séance de formation ainsi que 2 séances techniques ont été données.
- Le Canada est un membre actif de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) [en anglais seulement], une agence internationale de premier plan qui promeut l'adoption et de l'utilisation durable de l'énergie renouvelable. L'IRENA offre également des services et de l'assistance technique à tous ses membres, dont des PRFI. Son statut de membre de l'IRENA permet au Canada de faire avancer les objectifs de sa politique étrangère qui portent sur la sécurité énergétique et les politiques connexes.

Histoire de changement

Les graines de la forêt vivante : restaurer les terres et le savoir sur le territoire des Maxakali

En savoir plus sur le soutien du Canada à l'action climatique et à l'environnement en 2024-2025

Politique

Politique de champ d'action : L'environnement et l'action pour le climat

Autre

- Le Canada et le financement du climat et de la biodiversité
- La participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques – Canada.ca

- L’approche du Canada en matière de financement climatique international – Canada.ca
- En un coup d’œil : Les mesures prises par le Canada à l’échelle internationale dans la lutte contre les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution – Canada.ca
- Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie II | Banque asiatique de développement [en anglais seulement]

Gouvernance inclusive

En 2024, un nombre sans précédent d'élections ont eu lieu dans le monde, et les électeurs se sont rendus aux urnes dans 8 des 10 pays les plus peuplés sur la planète, dont le Bangladesh, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et le Pakistan. Toutefois, cette participation démocratique accrue s'est produite dans un contexte de montée de l'autoritarisme, d'intensification des menaces aux droits fondamentaux et de rétrécissement de l'espace civique. Les défenseurs des droits de la personne, les médias indépendants et les organisations de la société civile (OSC) ont fait face à une recrudescence de l'intimidation et de la violence.

Dans ce contexte, le gouvernement du Canada a continué d'appuyer la gouvernance inclusive. Ce soutien est dans l'intérêt de tous, indépendamment du genre, de l'origine ethnique, de la situation économique ou de tout autre facteur façonnant l'identité de chacun. Cet appui vise à garantir que les institutions, les politiques, les processus et les services sont accessibles et adaptés à tous les membres de la société et qu'ils font l'objet d'une reddition de comptes. La gouvernance inclusive est indispensable pour faire progresser des valeurs démocratiques comme le pluralisme pacifique et le respect de la diversité, des droits de la personne et de l'égalité devant la loi.

En aidant les gouvernements à rendre des comptes à leurs populations et en renforçant la confiance envers les institutions et les services, le gouvernement du Canada contribue à la cohésion sociale et à la stabilité, tout en favorisant des conditions propices aux échanges commerciaux et à la prospérité économique.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a continué de plaider en faveur d'une gouvernance inclusive et de la protection des droits fondamentaux des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes, dans les pays où il est présent. Pour ce faire, il a investi dans une série d'initiatives visant à :

- promouvoir et protéger les droits de la personne;
- assurer un accès équitable à la justice;
- permettre la participation à la vie publique;
- veiller à ce que les services publics fonctionnent pour tout le monde.

En 2024-2025, le gouvernement du Canada a décaissé environ 454 millions de dollars dans ce champ d'action. De ce montant, 355 millions de dollars sont considérés comme de l'aide au développement officielle. Ses programmes de gouvernance inclusive ont permis de mettre en œuvre près de 600 projets dans 147 pays. La section qui suit donne des exemples de ces projets et de leurs incidences.

Point de mire sur les réussites

Promouvoir et protéger les droits de la personne

Pour assurer **la stabilité dans le monde**, il est essentiel de promouvoir et de protéger les droits de la personne. Partout sur la planète, les **défenseurs des droits de la personne** font face à des menaces en ligne venant de groupes autoritaires ou qui s'opposent à certains droits. Les **droits des travailleurs** ne sont pas non plus protégés équitablement.

- Pour contribuer à régler ces problèmes, le gouvernement du Canada est résolu à **accroître la sécurité et la protection en ligne des acteurs de la société civile et des défenseurs des droits de la personne**. Pour ce faire, il a appuyé Access Now et les efforts que déploie cette

organisation en vue de renforcer les systèmes de cybersécurité pour aider les journalistes, les défenseurs des droits de la personne et les organisations de la société civile (OSC) qui font face à des cyberattaques ou à d'autres formes de répression en ligne. En 2024, le service d'assistance téléphonique pour la sécurité numérique d'Access Now a répondu à près de 7 800 demandes de défenseurs des droits de la personne. Environ 10 % de ces demandes ont été envoyées par des organisations de défense des droits des femmes et de la communauté 2ELGBTQI+. À partir des informations recueillies au moyen du service d'assistance téléphonique, Access Now a découvert 2 campagnes d'hameçonnage ciblant des OSC et des défenseurs des droits de la personne en Europe orientale. L'enquête a révélé que les défenseurs des droits de la personne étaient surveillés et intimidés. Ces efforts ont orienté l'action en justice que Microsoft a intentée contre plusieurs groupes et ont contribué à la saisie des domaines qu'ils utilisaient. Pour en savoir plus, voir : Protection de la sécurité numérique pour les acteurs de la société civile et les défenseurs des droits (Access Now, 4,9 millions de dollars, 2020-2024).

- En **Amérique latine**, le financement du Canada a permis de fournir un **soutien direct et de la formation à des centaines de défenseurs des droits de la personne :**
  - En 2024-2025, le financement accordé par le Canada a permis de fournir un soutien juridique, une aide psychosociale et une aide d'urgence à plus de 800 défenseurs des droits de la personne au **Guatemala**, en particulier à des femmes autochtones, dans un contexte caractérisé par des violences et un rétrécissement de l'espace civique. Le soutien du gouvernement du Canada a contribué à lancer de nouvelles initiatives de protection, dont la création d'espaces sûrs et de programmes de formation adaptés aux besoins des défenseurs des droits de la personne. Presque toutes les personnes interrogées ont déclaré se sentir mieux outillées pour se protéger elles-mêmes. Cette amélioration est le résultat de la formation qu'elles ont reçue sur les droits légaux, la sécurité numérique et les protocoles d'urgence. Les responsables du projet ont également réagi à des poursuites judiciaires en appuyant des affaires juridiques de première importance et en créant des modèles de coordination qui ont permis d'améliorer les interventions de protection, ce qui a permis aux défenseurs des droits de la personne de travailler de façon sécuritaire et efficace. Pour en savoir plus, voir : Soutien au Fonds de protection des défenseurs des droits humains au Guatemala (Avocats sans Frontières Canada, 2,6 millions de dollars, 2021-2025).
  - Le financement du Canada appuie l'**inclusion et la prise en compte de la dimension de genre dans la protection des droits de la personne** dans le contexte politique difficile au **Pérou**. Ce financement a permis au projet Appui aux droits de la personne au Pérou de surpasser ses objectifs quant à la formation et à l'assistance technique offertes aux autorités publiques. En 2024, plus de 200 fonctionnaires de niveau intermédiaire du système judiciaire ont reçu une formation sur les normes relatives aux droits de la personne. Des partenariats stratégiques avec de hauts responsables du système judiciaire ont permis de constituer un groupe central de 60 fonctionnaires judiciaires qui ont été formés par des spécialistes internationaux. Le projet a également permis de fournir du soutien dans des affaires juridiques complexes impliquant de graves violations des droits des femmes, de la discrimination fondée sur l'identité de genre et l'orientation sexuelle, ou l'accès à l'avortement thérapeutique. Ces efforts ont aidé à obtenir que justice soit faite et que les auteurs de crimes répondent de leurs actes. Pour en savoir plus, voir : Appui aux droits de la personne au Pérou (Haut-Commissariat aux droits de l'homme, 1,5 million de dollars, 2022-2026).

- Le gouvernement du Canada défend la **protection des droits des travailleurs dans les pays avec lesquels il a déjà un accord de libre-échange ou pourrait en négocier un**, notamment en

Amérique latine et en **Asie du Sud-Est**. En 2024-2025, dans le cadre du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (EDSC), le gouvernement a financé 19 projets de renforcement des capacités dans le domaine du travail :

- De ces 19 projets, 6 ont été réalisés au **Mexique**. Ils ont appuyé la réforme dans le domaine du travail lancée en 2019 au Mexique et ont permis d'aider ce dernier à se conformer aux obligations relatives au travail découlant de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM). Entre autres, les efforts ont visé à mieux informer et former les travailleurs, les employeurs et les organismes gouvernementaux, dont des tribunaux du travail et des bureaux de conciliation, et à leur offrir de l'assistance technique ciblée. Ils ont également fait la promotion de l'égalité des genres au moyen de la lutte contre la violence et la discrimination en milieu de travail, de la collecte de données et d'un soutien aux femmes pour qu'elles occupent des postes de direction dans les syndicats, sous la forme de formations et de mentorat. Les données recueillies montrent que le pourcentage de femmes occupant des postes de direction dans des syndicats mexicains a doublé de 2019 à 2024. De plus, les initiatives ont facilité la sensibilisation et la formation par l'intermédiaire des médias, notamment la production d'émissions de radios et de balados et la publication de messages ciblés dans des médias sociaux qui ont rejoint un vaste auditoire dans l'ensemble des groupes visés. Ces efforts ont permis d'accroître la sensibilisation aux droits des travailleurs, de renforcer des institutions et d'aider le Mexique à poursuivre sa réforme dans le domaine du travail en conformité avec les dispositions de l'ACEUM. Pour en savoir plus, voir : Programme du travail (EDSC, 20 millions de dollars, 2021-2025).
- En 2024-2025 en **Asie du Sud-Est**, un projet financé par EDSC a aidé plus d'un demi-million de travailleurs du secteur du vêtement de **l'Indonésie** en leur offrant des outils numériques dans le but de promouvoir et de défendre leurs droits et de réduire le harcèlement fondé sur le genre en milieu de travail. Le projet de renforcement des relations industrielles en Indonésie a permis de créer une application mobile permettant aux travailleurs de l'industrie du vêtement de faire part à leurs syndicats de leurs griefs et de leurs aspirations concernant leurs droits et leurs conditions de travail. À la fin du projet en février 2025, près de 4 000 travailleurs, dont 41 % étaient des femmes, avaient utilisé l'application pour déposer près de 300 griefs et envoyer plus de 500 messages relatifs à leurs aspirations. Le ministère indonésien de la Main-d'œuvre a reconnu l'efficacité de l'application. Il l'a approuvée et a collaboré avec l'Organisation internationale du travail (OIT) pour étudier des façons de l'intégrer dans le cadre de règlement des conflits de travail du gouvernement. Pour en savoir plus, voir : Renforcer les relations industrielles en Indonésie [en anglais seulement] (OIT, 750 000 $, 2022-2025).

Assurer un accès équitable à la justice

Le gouvernement du Canada cherche à assurer l'**accès à la justice de tous les citoyens dans le but de faire respecter les droits de la personne, de renforcer la primauté du droit et de favoriser la stabilité et la prospérité dans le monde.** Il contribue aussi au développement durable en appuyant des projets qui permettent de s'attaquer aux causes profondes des conflits, comme la pauvreté et les inégalités. En voici quelques exemples :

- Des experts juridiques du ministère de la Justice du Canada ont fourni de l'assistance technique pour renforcer les systèmes de justice du **Bénin**, du **Pérou** et du **Kazakhstan**. Dans le cadre de l'initiative Partenariat d'assistance technique, l'assistance fournie au ministère de la Justice du **Kazakhstan** lui a permis de **renforcer ses capacités à lutter contre la violence fondée sur le genre**, notamment le harcèlement et la violence familiale. Les experts canadiens ont collaboré

avec plus de 25 intervenants de 9 institutions, dont des représentants de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et de la société civile. Cet appui a permis au Kazakhstan de rédiger son premier projet de loi national contre le harcèlement, ce qui a renforcé son code criminel, et a donné lieu à des recommandations en matière de politiques susceptibles d'être mises en œuvre. Pour en savoir plus, voir : Partenariat d'assistance technique (ministère de la Justice du Canada, 3,6 millions de dollars, 2023-2028).

- Le gouvernement du Canada accorde du financement à ONU Femmes pour appuyer la **prévention et la résolution des conflits en Jordanie**. En 2024-2025, ONU Femmes a créé 5 espaces sûrs à Amman, Karak, et Ma'an, en partenariat avec des organisations locales. Plus de 3 500 femmes et filles, ayant notamment subi de la violence fondée sur le genre, ont demandé de l'aide par l'entremise des services d'aide juridique, de soutien psychosocial et de réinsertion offerts par ces centres. La Jordanie a accueilli plus de 550 000 réfugiés inscrits jusqu'au 31 mars 2025, dont un certain nombre ont désormais commencé à retourner dans leur pays. Pour renforcer les mesures prises par le gouvernement de la Jordanie par l'intermédiaire de sa Direction des affaires des réfugiés syriens, l'initiative d'ONU Femmes a aidé les intervenants à élaborer une feuille de route pour la production de rapports visant à intégrer la prise en compte de la dimension de genre dans les services de sécurité et humanitaires. Dans le cadre du soutien fourni par le Canada, plus de 700 membres des forces armées jordaniennes, de la Direction de la sécurité publique et du Centre national pour la sécurité et la gestion des crises ont reçu une formation sur l'égalité des genres et la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui leur a permis de renforcer leur capacité d'offrir des services de justice équitables et inclusifs. Les responsables de l'initiative ont également travaillé avec des institutions nationales et les partenaires concernés pour établir des stratégies d'intégration des considérations liées à l'égalité des genres, notamment avec le Centre national pour la sécurité et la gestion des crises, qui a mené son tout premier audit sur l'égalité des genres et a élaboré sa première politique en matière d'intégration de la dimension de genre. Ces efforts ont débouché sur des interventions en cas de crise et des systèmes de justice plus équitables dans le pays. Pour en savoir plus, voir : Plan d'action national jordanien pour les femmes, la paix et la sécurité (ONU Femmes, 5 millions de dollars, 2023-2026).

- Le financement du Canada a aidé à accroître l'**égalité d'accès à la justice pour les femmes et les filles au Guyana**. De la formation a notamment été donnée à des policiers et des professionnels du système de justice pour promouvoir des pratiques tenant compte des différences entre les hommes et les femmes, et du matériel de sensibilisation a été créé dans des langues autochtones. En 2024-2025, les efforts ont porté sur la mobilisation des communautés et la sensibilisation tenant compte des distinctions culturelles. Par conséquent, les membres de 10 communautés autochtones et de leurs villages satellites ont amélioré leur compréhension de la dynamique de la violence et de ses effets sur les communautés et les personnes. Cette sensibilisation s'est traduite par une amélioration des soins et des services de soutien offerts aux victimes de violence sexuelle et fondée sur le genre, et elle a permis d'aider celles-ci à s'y retrouver dans le système de justice. Pour en savoir plus, voir : Donner davantage justice aux femmes, aux filles et aux Autochtones au Guyana (Justice Education Society of British Columbia, 2,25 millions de dollars, 2022-2026).

Permettre la participation à la vie publique

Pour permettre une véritable participation à la vie publique, on doit éliminer les obstacles juridiques, politiques et sociaux qui empêchent les personnes et les communautés de prendre part librement aux processus décisionnels. Par exemple, en 2024-2025 :

- Dans le cadre du programme Voix et leadership des femmes (VLF), le financement du Canada a contribué à bâtir des coalitions entre des organisations de défense des droits des femmes représentant des femmes roms, des femmes handicapées et des femmes membres de la communauté 2ELGBTQI+ en **Ukraine.** Il a permis d'appuyer le mouvement féministe ukrainien, car ces alliances **ont fait la promotion d'initiatives conjointes de défenses des intérêts sur des questions importantes liées aux droits fondamentaux, comme les droits reproductifs et la protection contre la violence**. Les points de vue des personnes marginalisées ont été pris en considération dans les discussions nationales. Les organisations ayant bénéficié du soutien du programme VLF ont influencé 17 modifications à des politiques favorisant l'égalité des genres; elles ont entre autres contribué à l'adoption de la stratégie nationale pour la promotion de l'égalité des droits et des chances et de la stratégie nationale de relance. Grâce à de la formation et du mentorat, plus de 800 représentantes d'organisations de défense des droits des femmes et 21 nouvelles organisations de défense des droits des femmes ont acquis les compétences et la confiance nécessaires pour défendre les droits de la personne. Ce soutien a permis à des dirigeantes de promouvoir des approches fondées sur les droits dans leurs communautés (26 réseaux d'organisations de défense des droits des femmes), et il a atteint 2,1 millions de bénéficiaires. Pour en savoir plus, voir : Voix et leadership des femmes – Ukraine (Ukrainian Women's Fund, près de 4,8 millions de dollars, 2019-2024).

- Au **Nigéria**, le soutien fourni par le Canada à ONU Femmes et au Women in Politics Forum a contribué à **accroître la participation des femmes et des jeunes aux processus démocratiques et leur nomination à des charges publiques.** À la suite d'une formation et d'un mentorat ciblés offerts dans le cadre du projet, les électeurs de 6 États ont élu 171 femmes à des postes dirigeants au sein des administrations locales. De plus, 450 jeunes femmes ont participé à des programmes de formation sur les fonctions de direction et les fonctions législatives. ONU Femmes et le Women in Politics Forum ont créé des cadres de discussions destinés aux jeunes femmes en politique dans 6 États pour encourager l'apprentissage par les pairs et la mobilisation en prévision des élections de 2027 au Nigéria. Le projet AVANCER a permis de rétablir l'écriture inclusive dans le budget 2024-2025 du Nigéria. Le ministère nigérian du Budget et de la Planification a également entrepris l'élaboration d'une politique et d'une ligne directrice nationales en matière de budgétisation sensible au genre. Ces documents guideront la formulation et la mise en œuvre des politiques budgétaires de tous les ministères et organismes. Pour en savoir plus, voir : AVANCER : Participation politique des femmes au Nigéria (ONU Femmes, 8 millions de dollars, 2022-2026).

Veiller à ce que les services publics fonctionnent pour tout le monde

Les services publics, qu'ils soient offerts au niveau local, municipal ou national, visent à maintenir un niveau minimum de services essentiels pour l'ensemble des citoyens, même dans des contextes ou des temps difficiles.

- Le soutien du Canada a contribué à **renforcer les capacités d'administrations locales,** comme des municipalités, **de fournir des services de manière inclusive, même en période de conflit**. Celles-ci ont renforcé leurs capacités de gestion et leurs services, comme les services relatifs à l'obtention d'une identité juridique.
    - En **Ukraine**, une initiative canadienne appuie des municipalités touchées par le conflit. Depuis février 2022, soit depuis que la Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine, de nombreuses autorités municipales (*hromada*s) ont dû fournir des services d'urgence et de base. Elles s'efforcent aussi de pouvoir répondre aux besoins de leurs citoyens lorsque les

hostilités prendront fin. En 2024-2025, le financement du Canada a contribué à **promouvoir une approche nationale inclusive et centrée sur les citoyens**, en mettant l'accent sur l'initiative intitulée Relèvement inclusif piloté par la communauté. Les responsables de l'assistance technique canadienne ont travaillé en étroite collaboration avec les autorités compétentes du gouvernement ukrainien pour les aider à élaborer un **plan national de redressement**. Le projet a également permis d'aider **19 municipalités touchées par la guerre à renforcer leurs capacités** de planification stratégique et environnementale afin de mieux répondre aux besoins de tous leurs habitants. Les municipalités ont permis à tous les membres de la communauté, dont les femmes et les représentants de groupes vulnérables, à prendre part à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans. L'initiative a également contribué au lancement et au développement du ProjectUA, une plateforme numérique de gestion axée sur les résultats. Elle assure maintenant le suivi du Plan pour l'Ukraine, l'Ukraine Facility Plan [en anglais seulement], dans 15 ministères du gouvernement, et est devenue le principal outil de suivi qui permettra au gouvernement de l'Ukraine d'assurer la reddition de comptes à l'égard des réformes qu'il devra réaliser pour adhérer à l'Union européenne. Pour en savoir plus, voir : Appui aux réformes de l'Ukraine pour la gouvernance (Alinea International, 26 millions de dollars, 2019-2024).

- Il peut être très difficile d'obtenir des documents administratifs auprès des services d'administrations locales, même les plus courants, comme les certificats de naissance. Les personnes qui n'y arrivent pas auront d'autant plus de difficulté à avoir accès à des services de santé, d'éducation et de protection sociale et aux programmes gouvernementaux, pour elles-mêmes et leurs enfants. Au **Bénin**, au **Ghana**, au **Cambodge**, au **Sri Lanka** et en **Zambie,** le financement versé par le Canada a continué de soutenir des administrations locales et de les aider à renforcer leur capacité de fournir des services publics inclusifs. Par exemple, à **Kétou,** au **Bénin**, de nombreux résidents avaient de la difficulté à obtenir des certificats de naissance. Ces difficultés étaient attribuables au fait que les services n'étaient pas offerts dans un éventail de langues locales, que les informations disponibles n'étaient pas claires et qu'il fallait parcourir de longues distances pour se rendre dans les bureaux municipaux. Les autorités locales ont collaboré avec des dirigeants de communautés et des experts canadiens en gouvernance municipale pour régler ces problèmes. Les autorités locales et les dirigeants communautaires ont lancé des campagnes de sensibilisation pour promouvoir l'enregistrement des naissances. Par conséquent, le nombre d'enregistrements des naissances a augmenté, les demandes de certificats de paternité ont doublé et des parents se sont fermement engagés à obtenir une identité juridique pour leurs enfants. Pour en savoir plus, voir : Partenariats municipaux pour l'innovation – Femmes en politique locale (Fédération canadienne des municipalités, 26 millions de dollars, 2021-2027).

- En 2024-2025, le financement du Canada a également permis de soutenir des efforts menés **au niveau national** pour mieux répondre aux besoins de communautés et les aider à prospérer :
  - Au **Bangladesh**, ces efforts aident à rendre les **services gouvernementaux plus transparents, efficients, fiables et accessibles** pour les personnes qui en ont le plus besoin. **L'amélioration de la gestion des finances publiques** est essentielle à cet objectif et profite tout particulièrement à des groupes vulnérables, comme les femmes, les enfants et les jeunes. Les activités financées par le Canada ont ainsi contribué à **améliorer l'utilisation des fonds publics et le suivi des dépenses, à réduire la corruption au sein du gouvernement, à économiser temps et argent et à rendre les services publics plus fiables.** Par exemple, une plateforme Web intégrée appelée iBAS++ a été mise en place et permet de gérer toutes les activités financières du gouvernement. Elle a permis de réaliser la

planification budgétaire et d'effectuer des paiements plus rapidement et de façon plus fiable. Des millions de personnes, dont des étudiants, des retraités et des bénéficiaires de filets de sécurité, reçoivent maintenant leurs prestations au moyen de transferts électroniques sécurisés. Pour en savoir plus, voir : Programme d'amélioration de la gestion des dépenses publiques (Fonds fiduciaire BIRD, 20 millions de dollars, 2011-2026).

- Le financement du Canada a contribué à rendre les **services publics plus accessibles, inclusifs et assortis d'une reddition de comptes dans les Caraïbes orientales**, notamment à la **Dominique,** à la **Grenade**, à **Sainte-Lucie** et à **Saint-Vincent-et-les-Grenadines**. En 2024-2025, **les services ont été améliorés afin de mieux répondre aux besoins** des femmes, des enfants et des jeunes. Des fonctionnaires de plusieurs ministères ont reçu des formations qui leur ont permis de renforcer leurs compétences en gestion axée sur les résultats, en surveillance, en évaluation, en reddition de compte et en apprentissage. Le soutien accordé par le Canada a également contribué à la **création de politiques inclusives** dans le cadre de l'examen et de la mise à jour de la politique et du plan d'action nationaux sur l'égalité des genres de la Grenade. Des initiatives communautaires, comme le salon de l'entrepreneuriat féminin de Kalinago et des campagnes de sensibilisation sur la violence fondée sur le genre, ont aidé des groupes vulnérables à accéder à des services publics. En parallèle, des subventions accordées pour la création de lignes d'assistance et d'outils de défense des intérêts ont permis de répondre aux besoins des femmes, des jeunes et des personnes en situation de handicap qui étaient marginalisés. Pour en savoir plus, voir : Plan directeur pour l'égalité des genres (CUSO International, 2,5 millions de dollars, 2022-2026).
- Pour de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI), il peut être difficile de **protéger les droits de propriété intellectuelle (PI)** et d'offrir des services connexes à leurs citoyens et à leurs entreprises. Des politiques de PI peu rigoureuses et une faible sensibilisation à la PI peuvent faire obstacle à la croissance économique et au développement durable de ces pays. Le Canada, qui soutient depuis longtemps le programme d'assistance technique de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) mis en œuvre par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC), a continué d'**aider les pays participants à renforcer leurs capacités en matière de droit et d'administration de la propriété intellectuelle**. Ce soutien accordé sous forme d'assistance technique aux PRFI **aide également le Canada à renforcer ses relations bilatérales avec des partenaires prioritaires sur les plans du commerce et du développement** partout dans le monde. Jusqu'en octobre 2024, le programme a aidé à renforcer les capacités relatives à la PI dans les PRFI, à former 9 cadres supérieurs de bureaux nationaux de PI au sujet des pratiques de **gestion et de gouvernance de la PI** et à **sensibiliser et à informer sur la PI** des groupes sous-représentés. Les participants ont mentionné être pleinement satisfaits de l'aide que leur a apportée le programme pour renforcer leur capacité de gérer la PI. Pour en savoir plus, voir : 26e édition du Programme exécutif annuel OPIC-OMPI (109 000 $, 2024-2025).
- Pour offrir des services publics qui fonctionnent pour tous, les pays doivent relever le défi qui consiste à **réformer leur fonction publique**. Le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire de sa Commission de la fonction publique (CFP), a appuyé une **réforme inclusive de la fonction publique** axée sur l'égalité des genres en **Mongolie**. La CFP a travaillé en collaboration avec le Conseil de la fonction publique de Mongolie. Ensemble, ils ont étudié des façons dont l'expertise canadienne pourrait aider la Mongolie à améliorer les processus de recrutement de sa fonction publique, en les fondant sur les principes de l'inclusion et du mérite. Cette collaboration a compris des échanges tout au long de l'année, et une délégation

est venue au Canada en décembre 2024 pour définir les domaines dans lesquels une assistance technique serait fournie. Les 2 pays ont rédigé une lettre d’intention qui a permis de jeter les bases d’une collaboration pluriannuelle. L’objectif consiste à améliorer les politiques, les pratiques d’évaluation et les mécanismes de surveillance qui font la promotion de la diversité, réduisent les préjugés et soutiennent l’égalité des genres dans la fonction publique mongole. Pour en savoir plus, voir : Projet MERIT Canada-Mongolie (près de 11,5 millions de dollars, 2025-2030).

Histoire de changement

Redéfinir les règles : le rôle des femmes militaires dans la transformation des forces armées de l’Ukraine

En savoir plus sur le soutien du Canada à la croissance économique inclusive en 2024-2025

Politique
Politique de champ d’action : La gouvernance inclusive